

# ***l'Anti*capitaliste**

n°491 | 3 octobre 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## FACE À L'OFFENSIVE ANTI-MIGRANTS DE MACRON



## CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ ANTIRACISTE

### **Dossier**

**CONTRE LE RACISME,  
CONTRE LES FRONTIÈRES**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**  
L'État m'a tuer  
Page 2

**ACTU POLITIQUE**  
Chirac: mort d'une  
girouette de droite  
Page 4



**ACTU INTERNATIONALE**  
Faillite de Thomas Cook: les  
travailleurEs paient les pots cassés  
Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
Incendie de Rouen: entretien avec  
Gérald Lecorre, membre de l'UD CGT  
de Seine-Maritime Page 12



Par JOSÉPHINE SIMPLON

## L'État m'a tuer

« **L'** idée est de ne pas faire de vague et de sacrifier les naufragés dans la tempête ! » Christine Renon, directrice de l'école maternelle Meuhul de Pantin, est l'une de ces sacrifiées, qui s'est suicidée le 21 septembre dans son établissement. Dans la lettre qu'elle a envoyée, elle décrit son épuisement professionnel, son sentiment de solitude face à l'administration et son manque de confiance en l'institution. Ce nouveau suicide doit alerter sur les conséquences des politiques menées depuis de nombreuses années dans l'éducation nationale, dans la fonction publique et partout ailleurs. Oui, le travail tue ! Ce suicide montre une fois de plus que l'État peut, en tant qu'employeur, pousser au suicide : autoritarisme, infantilisation, humiliation, pressions hiérarchiques, réformes incessantes, restructurations, suppressions de postes... Aujourd'hui les conditions de travail dans l'ensemble des administrations se dégradent et tous les personnels sont pressurés. La souffrance au travail existe bel et bien et les burn-out, les démissions, les suicides se développent partout... malgré l'omerta. Et ce que vient de faire Christine Renon avec son geste tragique et ses lettres, c'est de briser l'omerta, mettre au grand jour les suicides, les conditions de travail des directeurs et directrices d'école, mais aussi celles de nombreux secteurs : hospitalier, rail, finances publiques, territoriale...

Le cas de Christine Renon fait écho à une infinité de situations, dans le public comme le privé. Car la réalité du travail est à des années-lumière du monde aseptisé et pacifié que certains veulent nous vendre. Combien d'entreprises, petites ou grandes, avec leurs pressions managériales, leurs restructurations perpétuelles accompagnées de répression syndicale, combien de travailleuses et de travailleurs touchés ? Nul besoin de sondages ou d'enquêtes internet : il suffit de travailler pour le savoir. Christine Renon a voulu que son suicide porte, loin, fort, qu'il pousse à réfléchir, à se mobiliser, à faire bouger les choses. Elle a voulu faire de sa mort un acte militant. Agissons donc toutes et tous pour ne plus perdre notre vie à la gagner !

## BIEN DIT

Véritable parrain de la Françafrique au tournant du siècle, Jacques Chirac n'avait de cesse de réconforter, littéralement, les despotes français par les larges accolades qu'il leur accordait sur le perron de l'Élysée – sa considération pour les aspirations démocratiques en Afrique se résumant à sa petite phrase de 1999 : « Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n'en feront plus ! »

Communiqué de l'association SURVIE, 30 septembre 2019.

# À la Une

## FACE À L'OFFENSIVE ANTI-MIGRANT-E-S DE MACRON

# Construire les solidarités antiracistes

Un an après la loi Collomb (dite « asile-immigration »), le gouvernement veut prendre de nouvelles mesures concernant l'immigration. Le débat à l'Assemblée nationale (prévu le 30 septembre) et au Sénat (le 2 octobre) ont été repoussés d'une semaine. Mais le projet qui a filtré dans la presse, et les récentes déclarations de Macron, laissent prévoir de nouvelles attaques.

### Attaques contre l'AME et le regroupement familial

L'AME (l'Aide médicale d'État) est à nouveau sur la sellette. Instaurée en 1999, c'est la seule couverture médicale qui protège les étrangerEs en situation irrégulière. Pour en bénéficier, il faut justifier de 3 mois en France, d'un domicile et d'un revenu inférieur à 746 euros par mois. L'argument toujours avancé est le coût de l'AME, alors qu'elle ne représente que 943 millions, soit 0,5% des dépenses de l'assurance maladie. À titre de comparaison, les seuls dépassements d'honoraires étaient de 3 milliards en 2017... En plus de l'évident préjudice humain, éloigner les personnes les plus précaires des soins entraînera de plus en plus de complications, des pathologies plus avancées... qui coûteront plus cher à la collectivité. Lors des précédentes tentatives du même ordre, de nombreuses associations, notamment du milieu médical s'étaient insurgées et avaient mis en échec les projets gouvernementaux. Le ministère de l'Intérieur envisage de durcir les conditions qui régissent l'immigration familiale. On ne sait pas encore comment cela va se traduire. Mais on sait que les conditions pour obtenir le regroupement familial sont déjà drastiques : il faut faire la demande depuis le pays de départ, et il faut, en France, des conditions de logement et des revenus (salaire minimum et CDI), que beaucoup de Français « nationaux » n'ont pas !

### Le droit d'asile encore mis à mal

Le gouvernement met en avant les 123 000 demandes d'asile en 2018, en augmentation (+22% selon les chiffres du ministère). Si on compare à la population globale (65 millions d'habitantes), cela représente 0,18%... Et surtout : qui obtient l'asile ? La France est un des pays européens où la chance de l'obtenir est la plus faible avec 67% de rejets

des demandes, alors que la moyenne européenne de réponses positives est de 47%. La France est au 25<sup>e</sup> rang en terme d'octroi du statut. Les pays européens qui accueillent le plus en proportion de leur population sont la Suède (1,51%), la Hongrie (1,35%), l'Autriche (0,98%) et l'Allemagne (0,81%). Castaner veut encore diminuer les réponses positives des demandes d'asile des pays jugés « sûrs » comme la Géorgie, l'Albanie, traquer davantage les « dublinés », supprimer les quelques petites protections qui restent en s'attaquant en particulier aux conditions d'hébergement. Les Centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont dans l'obligation de loger les demandeurEs d'asile le temps de traitement de leur demande, mais cette obligation est déjà mise à mal dans beaucoup d'endroits. Et il faut ajouter que les demandeurEs d'asile sont expulsés des logements dès qu'ils sont déboutés. Il s'agit en outre de réduire l'allocation de demandeur d'asile (ADA,

6,80 euros par jour (supprimée dès qu'il est débouté). Enfin, la carte de retrait sera remplacée par une carte de paiement utilisable seulement dans certains magasins, qui interdit le retrait d'espèces en distributeur. Enfin, le gouvernement entend augmenter le nombre d'expulsions, se félicitant qu'elles aient augmenté de 10% en 2018 et que les mesures d'éloignement aient progressé de 30%, préconisant en outre d'accroître le nombre de places dans les CRA (Centre de rétention administrative).

### Basse démagogie électorale

Macron a enfilé le costume de Sarkozy, et déverse un flot d'insanités racistes. Pour faire diversion des problèmes sociaux qui s'accumulent, de son impopularité grandissante, il reprend la propagande pourrie du Rassemblement national, en faisant des migrantEs les responsables des maux de la société, essayant ainsi de le désigner comme cible aux plus pauvres. On a entendu Macron, sans

rire, se faire le chantre des quartiers populaires victimes des migrantEs alors que les bourgeois eux, n'ont pas de problèmes. Cette basse démagogie électorale en vue des présidentielles de 2022 viserait à couper l'herbe sous le pied de la droite extrême et de l'extrême droite en allant les chercher sur leur terrain. Mais chacun sait que l'électorat sensible à ces sirènes préfère l'original à la copie, et cela ne fait qu'apporter de l'eau au moulin du RN. La dangerosité de ces discours, repris à grande échelle, est d'opposer les classes populaires et les migrantEs, comme si ceux-ci ne faisaient pas partie intégrante de celle-là. Comme si s'attaquer aux plus pauvres de la société pouvait améliorer le sort d'autres pauvres ! Il n'est pas sûr cependant que cette tactique éculée fasse recette, car la ficelle est un peu grosse, mais l'offensive idéologique en cours doit être combattue frontalement.

Les luttes en soutien aux migrantEs et, au cœur de l'actualité, le mouvement de grève des travailleurEs sans-papiers en région parisienne, qui a débuté le 1<sup>er</sup> octobre avec 12 piquets de grève, montrent la voie à suivre. Face au racisme et aux tentatives de division de notre classe, la meilleure réponse est la construction des luttes, des solidarités, pour la dignité, contre les discriminations, pour l'égalité des droits.

L'immigration n'est pas le souci n°1 des classes populaires et ne leur fera pas oublier les vrais problèmes qui les préoccupent et les révoltent : les injustices sociales, la préservation de la planète, la lutte contre le réchauffement climatique, la réforme des retraites... Autant de batailles dans lesquelles nous nous investissons, au côté des jeunes et des salariéEs, qu'ils et elles soient français ou étrangers, avec ou sans papiers !

**Commission nationale immigration et antiracisme**

### MACRON DURCIT LE TON SUR L'IMMIGRATION



CHARMAG

## ÉGYPTE

# Un régime fragilisé

Vendredi 27 septembre, tout le monde a retenu son souffle. Est-ce que, pour la deuxième fois, les ÉgyptienEs oseraient braver le régime ?

**D**epuis les premières manifestations du vendredi 20 septembre, qui ont vu des centaines de manifestantEs dans les rues de plusieurs villes comme Le Caire, Alexandrie, Suez, Mahalla El Kobra... la répression a été féroce : le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux a comptabilisé 2076 arrestations, soit 300 par jour.

### « Sissi dégage ! »

Le 27, on a vu des centaines de manifestantEs à Minya, Qena et Louxor.

Au Caire, c'est à Helwan et sur l'île de Warraq qu'ont eu lieu des manifestations, puisque tous les accès à la place Tahrir avaient été bloqués par des tanks et des chars. Il faut savoir que Helwan est une banlieue très ouvrière et Warraq une île où la population mène depuis deux ans un combat acharné contre la volonté de l'État d'en chasser touTEs les habitantEs, en général très pauvres, pour en faire une île résidentielle pour riches Égyptiens et touristes. À Warraq, après une première dispersion, les habitantEs se sont regroupés une

deuxième fois et il a fallu des renforts policiers venus des deux rives du Nil pour en venir à bout. Les mots d'ordre étaient partout les mêmes : « Sissi dégage ! Le peuple veut la chute du régime ! »

Pour la majorité des habitantEs, la situation économique n'a cessé de se dégrader. Cédant aux injonctions du FMI pour obtenir un prêt de 12 milliards de dollars, le gouvernement a laissé flotter la Livre égyptienne, qui a perdu 50% de sa valeur, et surtout a supprimé progressivement toutes les subventions sur les produits de première nécessité. Conséquence, le taux de pauvreté a progressé et plus d'un tiers des 100 millions d'habitantes vivent avec moins d'un euro cinquante par jour.

### Répression tous azimuts

Le régime a tout à fait conscience de sa faiblesse puisqu'il a encore

recouru aux vieilles recettes comme demander à la plupart des institutions, culturelles, sportives et professionnelles, d'inciter leurs membres à manifester leur soutien au régime. Toutes les stations de métro autour de Tahrir seront fermées durant un mois les vendredis et samedis (le week-end égyptien) pour de prétendues opérations de maintenance. Les chars, dont certains ont été vendus par la France à l'Égypte, sont positionnés partout en centre ville. Un nombre très important de sites internet ont été bloqués ainsi que les messageries. Les piétons sont arrêtés et leur téléphone fouillé, toute vidéo ou photo témoignant d'un intérêt pour les critiques du régime valant une arrestation immédiate. De plus, parmi la vague d'arrestations qui a suivi le 20 septembre, la police a pris bien soin d'arrêter des leaders connus comme l'avocate Mahinour

# Un monde à changer

## IL N'EST PAS DANS LA «NATURE» DES JEUNES DE NE PAS S'ORGANISER.

La très faible proportion de jeunes parmi leurs adhérents est un trait commun à l'ensemble des organisations syndicales françaises. La CGT et la CFDT estiment que les moins de 25 ans représentent moins de 2% de leurs adhérents, les moins de 30 ans 5 ou 6% et les moins de 35 ans environ 10%. Un discours souvent repris attribue la faible syndicalisation des jeunes à un rapport au travail et à l'emploi différent des générations précédentes et plus distant; ils et elles rejetteraient les syndicats par individualisme, ou bien parce qu'ils leur préféreraient des formes d'engagement jugées moins «archaïques» ou extérieures à l'entreprise. Une étude récente fournit des éléments de réflexion sur la question, qui remettent en cause ce discours<sup>1</sup>.

En fait, s'articuleraient trois facteurs: la précarité de l'emploi des jeunes, la présence ou l'absence des syndicats dans les collectifs de travail où les jeunes sont le plus présents, et, enfin, la capacité des structures syndicales à s'adresser aux jeunes et à les intégrer.

La précarité se double souvent de l'isolement par rapport au collectif de travail: l'ancienneté dans l'entreprise et donc l'intégration dans un collectif de travail sont des facteurs favorables à l'engagement syndical. Joue aussi la taille des établissements: les précarités professionnelles des jeunes se doublent de leur présence dans des secteurs atomisés composés d'établissements de petite

taille, particulièrement éloignés du syndicalisme

C'est ainsi dans les secteurs les plus syndiqués que les jeunes sont également les plus syndiqués. Trois secteurs d'activité ont un taux de syndicalisation au-dessus de la syndicalisation moyenne des jeunes salariés: les activités financières et assurances (5,6%), l'industrie (7,6%) et les transports (10,6%). Parmi les jeunes salariés syndiqués, près d'un tiers d'entre eux travaillent dans l'industrie alors que ce secteur n'emploie que 17,4% des salariés de moins de 35 ans et qu'une partie est en intérim. C'est également le cas des jeunes salariés des transports qui représentent 5,6% des jeunes salariés du privé mais 14,5% des jeunes syndiqués du privé.

La syndicalisation des jeunes ne renvoie donc pas seulement à des postures idéologiques différentes de la nouvelle génération. L'affaiblissement des organisations politiques (JC, JOC) et syndicales (UNEF) de jeunesse et le bilan des mobilisations de salariés sur les trente dernières années dont une part de responsabilité revient aux tactiques syndicales confédérales et aux pratiques bureaucratiques qui dominent dans les appareils.

1 - Sophie Bérout, Camille Dupuy, Marcus Kahmann et Karel Yon, «La difficile prise en charge par les syndicats français de la cause des "jeunes travailleurs"» en ligne sur <http://www.ires.fr/index.php/publications-de-l-ires/item/6042-la-difficile-prise-en-charge-par-les-syndicats-francais-de-la-cause-des-jeunes-travailleurs#ftmref9>

Le site stockait des produits très toxiques pour les êtres humains et très dangereux pour l'environnement. Le toit parti en fumée contenait de l'amiante, produit hautement cancérigène, tout comme la suie et les benzènes. On peut donc affirmer que l'immense panache de fumée qui a pendant des heures envahi la ville de Rouen et de nombreuses communes environnantes, laissant partout une suie noire, aura des effets sur la santé des habitants.

## INCENDIE DE ROUEN Nous voulons savoir, et Lubrizol doit payer!

Alors que l'usine Lubrizol de Rouen dégagait une immense colonne de fumée, le gouvernement et son préfet s'entêtaient à dire qu'il n'y a pas de risque toxique aigu. Castaner, égal à lui-même, déclarait jeudi qu'il «n'y a pas de dangerosité particulière, même si l'inhalation des fumées présente en soi sa part de dangerosité». Il aurait mieux fait de se taire.



### Procédures peu fiables

Alors qu'on interdit les récoltes et de faire sortir le bétail, de consommer œufs et lait produits dans 112 communes, on voudrait nous dire qu'il n'y a pas de risques pour la santé! Les sirènes n'ont retenti que 5 heures après le début du sinistre, les protocoles de décontamination des pompiers n'ont été mis en place que vers 21h30, alors que certains pompiers avaient déjà été relevés, la plupart ont ramené chez eux leurs tenues contaminées à l'amiante, à l'hydrocarbure et à d'autres cancérigènes. Dimanche soir à 19h, la préfecture et l'inspection académique ont annoncé que tous les établissements scolaires pouvaient rouvrir le lendemain car ils avaient «été nettoyés» dans le week-end! Mais franchement, quelle farce! Cours nettoyées au jet d'eau, étagères dépoussiérées avec un simple chiffon, comme on a pu le voir dans certains reportages... Dans plusieurs établissements scolaires de l'agglomération rouennaise, des enseignantEs ont exercé leur droit de retrait et ils ont bien raison! Car ils n'ont eu aucune garantie sur la fiabilité des procédures

de nettoyage. Sans parler de l'odeur persistante dans de nombreux établissements, qui a engendré maux de tête et vomissements chez les enfants et les personnels.

### Opacité totale

Cette usine Lubrizol avait, à l'hiver 2013, été responsable d'un rejet prolongé de mercaptan - le composé qui donne son odeur au gaz de ville. Des dizaines de milliers de personnes avaient été incommodées, victimes de vertiges, maux de tête, vomissements... Déjà, à l'époque, les

informations avaient été dissimulées. Le groupe Lubrizol s'en est tiré avec une amende dérisoire de 4000 euros: le propriétaire et milliardaire Warren Buffet ne pouvait sûrement pas payer plus!

Le patron de Lubrizol s'est dit «très étonné» de l'incendie. On peut quand même remarquer que la zone qui a brûlé était confiée en sous-traitance à une entreprise de... nettoyage! Est-ce normal que, pour des raisons de coûts, on confie un secteur d'une entreprise Seveso haut seuil à de la sous-traitance?

Qui est responsable des produits qui se sont répandus dans l'atmosphère et de leurs effets sur la santé et l'environnement? Qui a laissé un toit amiante, alors que la pose de toit en fibre-ciment est interdite en France depuis 1996? La direction de l'entreprise est responsable. C'est elle qui a obligation de sécurité. Dans notre société capitaliste où la loi du profit est la seule règle, les patrons font leurs affaires sous le sceau du secret.

Nous exigeons que les dirigeants de Lubrizol et le gouvernement livrent toutes les informations nécessaires pour établir la vérité sur la situation, ainsi que la création d'une commission d'enquête indépendante de l'État et de ses services. Nous exigeons un suivi amiante (et des autres produits) pour touTEs, notamment les pompiers en première ligne, victimes d'une surmortalité par cancer. Nous exigeons que Lubrizol prenne en charge tous les dommages causés sur la santé et l'environnement. Et aucunE salariéE de Lubrizol ou des entreprises sous-traitantes ne doit pâtir de cette situation: maintien intégral de leur salaire!

**CorrespondantEs**

el Masry, figure de la révolution de 2011 qui avait été arrêtée sous Moubarak et Morsi, et des dirigeantEs potentiels sous l'inculpation de regroupement en vue d'actions terroristes et diffusion de fausses informations.

### Une opposition décimée

C'est Mohamed Aly, un youtubeur, qui a mis le feu aux poudres avec des vidéos où il dénonce la corruption du régime, la prédation de l'armée sur l'économie et l'hypocrisie d'un Sissi qui demande au peuple de faire des sacrifices alors qu'il se fait construire des résidences luxueuses. Même s'il a le grand mérite d'avoir levé un tabou en ce qui concerne l'armée, dont jusqu'à présent personne n'osait parler, il porte cependant la responsabilité d'avoir semé des illusions quant à ce qu'une manifestation appelée

de l'extérieur sur Facebook et YouTube peut obtenir. Beaucoup, en Égypte escomptaient une division dans les rangs de l'armée, espérant qu'une partie d'entre elle lâcherait Sissi, ce que plusieurs rumeurs laissaient entendre. C'était sans compter sur la mainmise totale que le maréchal exerce. L'an dernier, il a limogé nombre de dirigeants des organes de sécurité pour assurer la présence des services de renseignement militaire, qu'il a dirigés avant d'être nommé ministre de la Guerre et Chef des armées. De plus, la répression est telle, depuis le coup d'État de 2013, qu'aucune organisation, syndicat ou parti d'opposition n'ont été épargnés.

Toutes les revendications du mouvement de janvier 2011 demeurent et il est certain qu'on assistera à court ou moyen terme à d'autres explosions spontanées. Mais sans un travail



patient de reconstruction d'une opposition politique et syndicale indépendante du pouvoir, il est vain d'espérer dans l'immédiat un quelconque débouché. En attendant, nous

faisons nôtres les revendications des manifestantEs: Liberté pour toutes les prisonnières et tous les prisonniers! À bas Sissi et son régime militaire! **Hoda Ahmed**

## Le chiffre 4,2 milliards

C'est le montant en euros des économies exigées dans le secteur de la santé pour l'année 2020, selon le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) dévoilé lundi 30 septembre. Sur ces 4,2 milliards, 830 millions portent sur «l'amélioration de la performance interne des établissements de santé et médico-sociaux». No comment.



## Agenda

### Vendredi 4 et samedi 5 octobre, marche et manifestation «Non à Europacity», Gonesse / Paris.

Vendredi à 9h30, départ de la marche du Triangle de Gonesse, chemin de la Justice. À 18h, arrivée à La Cité-Fertile, 14, rue Edouard-Vaillant à Pantin, banquet citoyen, prises de parole, concert. Samedi à 14h30, départ de la manifestation à Hôtel-de-Ville.

### Samedi 5 octobre, manifestation des Gilets jaunes Acte 47.

Du 5 au 12 octobre, semaine d'actions d'Extinction Rébellion, Paris.

**Mercredi 9 octobre, rassemblements «ouvrons les préfectures!»** À 10h devant le tribunal administratif de Montreuil. À 15h devant les préfectures de Bobigny, Créteil et Nanterre.

### Jeudi 10 octobre, rassemblement de soutien à Roga et Victor, Versailles.

À 12h30, devant la cour d'appel de Versailles, 5, rue Carnot, RER-C Versailles-Château.

## NO COMMENT

Dans la rue, les femmes voilées et les hommes en djellaba sont une propagande par le fait. Une islamisation de la rue, comme les uniformes d'une armée d'occupation rappellent aux vaincus leur soumission. Au triptyque d'antan «immigration, intégration, assimilation», s'est substitué «invasion, colonisation, occupation».

ÉRIC ZEMMOUR, «Convention de la droite», 28 septembre 2019.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## PCF ET IMMIGRATION Le dangereux double langage de Fabien Roussel

Les militantEs du PCF activement impliqués dans la défense des migrantEs ont dû être surpris lorsqu'ils et elles ont entendu leur secrétaire national, le député du Nord Fabien Roussel, sur le plateau de France 3 Hauts-de-France, dans l'émission «Dimanche en politique» du 21 septembre.

Interviewé sur la question de l'immigration mise en avant par Macron, Fabien Roussel a répondu : «Moi, j'aimerais bien mettre au centre la question de l'immigration économique et des travailleurs détachés [...]. Je suis pour stopper cette immigration organisée par les traités libéraux de Bruxelles.» Et, plus loin, amalgamant travailleurEs détachés et immigration économique : «Je comprends la colère des Français.» Pourtant, le 26 septembre, le même Roussel, dans une lettre ouverte adressée à Macron, écrit : «Parlons des travailleurs que vous livrez à la concurrence avec vos traités européens, qui sont soumis au dumping social opposant les salariéEs de toute l'Union européenne, dumping que votre directive "travailleurs détachés" n'a en rien remis en cause [...]. Nous voulons les mêmes droits pour tous !»

### Alimenter les peurs et le racisme

Y-a-t-il donc un double langage entre, d'un côté, le discours de Roussel dirigeant du PCF, comme dans sa lettre ouverte sur l'immigration, destiné aux militantEs communistes qui quotidiennement se battent au côté des migrantEs pour leur droits et, de l'autre, le discours du Roussel député du Nord visant à des fins électorales à flatter des électeurEs tentés par les discours haineux et xénophobes de l'extrême droite ?

Des propos tels que ceux tenus sur France 3, surtout venant du n°1 du PCF, ne peuvent qu'alimenter les peurs et le racisme, et participent à encourager la division suicidaire dans notre camp social entre FrançaisEs et étrangerEs au nom de la défense de «nos entreprises», c'est-à-dire des capitalistes français. Surtout aujourd'hui où Macron, confronté à une contestation sociale qui ne faiblit pas, sort la grosse ficelle du danger de l'invasion migratoire pour tenter de faire l'unité nationale et dévier la colère légitime des FrançaisEs contre les étrangerEs afin de faire passer sa politique ultraréactionnaire.

### C'est pas les immigrés...

Dans le contexte actuel – racisme d'État, montée de l'extrême droite, dérive xénophobe et raciste qui pourrait notre société – la défense intransigeante des droits pour l'égalité et la citoyenneté de nos sœurs et frères immigrés ne peut souffrir aucune ambiguïté. Toute concession à la xénophobie ambiante peut entraîner loin. Nous n'oublions pas que dans le passé, dans les années 1980, la direction d'alors du PCF, fervente apôtre du «Produisons français», et sous couvert de lutter contre la surexploitation des travailleurEs sans-papiers, avait soutenu sans réserve les actions de deux maires PCF contre des immigrés : l'attaque au bulldozer d'un foyer de Maliens à Vitry-sur-Seine et une manifestation contre un immigré marocain soupçonné de trafic de drogue à Montigny-lès-Cormeilles...

Ce ne sont pas les travailleurEs détachés ou les sans-papiers qui sont cause du «dumping social» mais bien l'appétit vorace des capitalistes pour augmenter sans cesse leurs profits sur le dos des plus pauvres d'où qu'ils et elles viennent ! Accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre et la misère n'est pas seulement un devoir humanitaire mais aussi la nécessité de mettre concrètement en pratique la solidarité internationale contre notre propre impérialisme qui a semé dans le monde la terreur et la mort pour défendre ses intérêts. L'unité entre FrançaisEs et immigrés est cruciale si l'on veut en finir avec le capitalisme, le racisme et toute la barbarie qu'il génère. Et ce n'est pas ce double langage du n°1 du PCF qui renforcera – bien au contraire – notre combat contre cet ennemi commun !

Josie Boucher

# CHIRAC Mort d'une girouette de droite

Jacques Chirac est mort. Ainsi-soit-il. Comme d'habitude, les hommages ont afflué. Nous n'en avons pas été. Car, après une brève parenthèse au Mouvement de la paix quand il était étudiant dans les années 1950, il y a une constante dans la vie de Chirac : le service du capital et l'opposition au mouvement ouvrier.

La carrière politique de Chirac débute avec le début de crise du gaullisme et l'éclatement du bloc de droite en deux pôles : national-gaulliste d'un côté, libéral-européiste de l'autre. Mais il ne faut pas croire qu'il s'agit là d'un clivage net et sans bavure : en fait, il y a des passerelles et des passages de l'un à l'autre pôle. Jacques Chirac en est l'illustration, il navigua au gré des circonstances et de ses ambitions personnelles.

### De Matignon à la mairie de Paris

En 1974 meurt Pompidou, successeur de De Gaulle. Le candidat gaulliste officiel est Chaban-Delmas. Chirac, alors ministre, décide de jouer une autre carte et organise un groupe de 43 députés gaullistes qui se prononce pour le candidat libéral Giscard d'Estaing, ce qui lui vaudra le poste de Premier ministre. Face à la crise économique, il ne sait pas sur quel pied danser et Giscard s'en débarrasse pour nommer à sa place Raymond Barre qui s'engage dans une politique de remise en cause des règles du jeu économique et social mises en place depuis la Seconde Guerre mondiale : l'heure est au néolibéralisme. Illico, Chirac se métamorphose en opposant, dénonce le «capitalisme sauvage» et commence à organiser son dispositif pour la présidentielle. En 1977, ont lieu les



WIKIMEDIA COMMONS

premières élections à la nouvelle mairie de Paris : il saute sur l'occasion et est élu contre le candidat giscardien (alors qu'il a construit sa carrière politique en Corrèze). Il se pose de plus en plus en opposant à Giscard mais arrive derrière lui face à Mitterrand à la présidentielle de 1981. Son fief parisien lui permet de conserver une présence tandis que les ressources et prébendes de la capitale sont mises au service de son parti, du renforcement de sa clientèle et accessoirement de son confort personnel. Il est assez habile pour échapper à toute condamnation dans les huit affaires dans lesquelles son nom est prononcé.

### À l'Élysée

Les élections législatives de 1986 approchant, c'est l'heure d'un Chirac farouchement à droite et ultra-libéral. Il gagne et met en œuvre, parmi d'autres mesures, la suppression de l'autorisation administrative de

licenciement, des expulsions d'immigrés par charters, une politique anti-indépendantiste en Kanaky, etc. Sa posture de réunificateur de la droite ne lui permet pas de gagner l'élection présidentielle de 1988 : Mitterrand est réélu. Pour préparer les législatives de 1993, c'est à nouveau «à droite toute» avec, en 1991, un discours où il parle de «bruit» et d'«odeur» pour dénoncer les immigrés. Il gagne les législatives de 1993 mais, se réservant pour la présidentielle, il envoie à Matignon Édouard Balladur. Celui-ci gagne une forte popularité à droite et, trahissant Chirac, annonce sa candidature à la présidentielle de 1995.

Chirac, donné battu par tous les sondages, opère une nouvelle mue et dénonce sur tous les tons les ultralibéraux qui approfondissent la «fracture sociale». Il surclasse Balladur au premier tour et, au second, bat Lionel Jospin, candidat du PS. À peine élu, nouvelle volte-face : la priorité, c'est de réduire le déficit budgétaire et de reprendre les privatisations. Les grèves de l'automne 1995 contraignent son Premier ministre Alain Juppé à quelques reculs mais l'essentiel du cap est maintenu. En 1997, la droite est battue aux législatives par la gauche conduite par Lionel Jospin, qui poursuivra les privatisations, s'inscrira dans les contraintes budgétaires de l'Union européenne...

### Dernier mandat

À la présidentielle de 2002, Chirac se représente, bat Jospin et, au second tour, se retrouve face à Le Pen ; ce qui lui permet d'être réélu largement. Pendant 5 ans sera menée une politique libérale anti-salariés et anti-retraités, ainsi que de répression dans les quartiers populaires. Malgré cela, Chirac se présente de plus en plus en président jovial et bon enfant, «proche des Français». Il affiche des préoccupations écologiques et a l'intelligence de s'opposer à l'invasion de l'Irak par les États-Unis et leurs alliés. En 2007, il est temps pour la girouette, qui posait de plus en plus au «vieux sage», de quitter la scène.

Dans son bilan final, la dénonciation du rôle de l'État français dans la déportation des juifs (dénonciation à laquelle s'était refusé Mitterrand) ne compense pas ses déclarations et ses politiques anti-immigrés, la répression policière en 1986, qui causa la mort de Malik Oussekin, les éliminations d'indépendantistes kanaks, les politiques anti-ouvrières, la Françafrique... Celui qui se vantait, alors qu'il était jeune secrétaire d'État à l'emploi, de s'être rendu avec un revolver à une rencontre en mai 1968 avec la CGT, aura été tout au long de sa carrière un fidèle serviteur de la bourgeoisie française et de sa propre personne.

Henri Wilno

## EXTRÊME DROITE Maréchal sans armée

Retour sur la «convention des droites» organisée par Marion Maréchal et ses proches le 28 septembre. Nous ne nous appesantirons pas ici sur les immondes déclarations de Zemmour et consorts, mais davantage sur le sens et la portée de la démarche de Marion Maréchal.



législatives) et un seul parlementaire RN (l'électron libre Gilbert Collard). Surtout, rien ne montre l'existence d'une «armée cachée» électorale pour cette droite radicale : en 2016, Jean-Frédéric Poisson, candidat de l'aile droite de LR, a fait seulement 1,5% à la primaire, avant d'être battu dans sa circonscription des Yvelines aux législatives. Lors de ces dernières, les candidats de Sens commun, au programme similaire, ont tous lamentablement échoué à se faire élire. Enfin, lors des dernières européennes, les piteux 8,5% obtenus par François-Xavier Bellamy l'ont été sur une ligne politique libérale-conservatrice-catho très

proche de celle de Marion Maréchal. La droite hors les murs est surtout une droite hors les urnes !

### Avenir politique bloqué ?

La métapolitique pratiquée par Marion Maréchal et son équipe est aussi un bon moyen de ne pas affronter les urnes. Il n'est pas de tout certain que le RN aurait d'aussi bons résultats dans le bassin minier du Pas-de-Calais avec le discours libéral-catho de Marion Maréchal, sans parler de la bataille qui s'annonce sur les retraites où Marine Le Pen va jouer la carte du discours de défense des salariés comme elle l'a fait avec les Gilets jaunes.

Si le principal problème de la droite classique est d'avoir perdu sa base populaire depuis 2012, ce n'est pas un discours ultra catho qui fera revenir ces électeurs perdus... Quant aux électeurs bourgeois de la droite, s'il peuvent apprécier les idées défendues par Marion Maréchal, ils votent désormais en masse pour le libéralisme macronien : le portefeuille avant les «valeurs»... Marion Maréchal voudrait bien revenir en politique mais elle hésite : évincée de la direction du FN, son avenir politique est pour l'instant bloqué par Marine Le Pen. Il ne lui reste qu'à espérer l'éventuelle chute de sa tante d'ici 2022. De plus, la concurrence est rude avec Dupont-Aignan, Jean-Frédéric Poisson ou même Éric Zemmour, qui veulent tous jouer le premier rôle à la présidentielle de 2022 : plusieurs crocodiles pour un petit marigot. Sans militants, sans base sociologique large et avec un programme qui sent bon l'eau bénite, Marion Maréchal a peu de chances de réussir. Certes, elle rêve d'être une version de droite de l'ascension de Macron, mais Macron avait derrière lui des secteurs clés du patronat, des banques et des médias... Une chose est certaine : en attendant un improbable «dépassement» du RN et de la droite, tout ce petit monde se retrouvera le 6 octobre à la manif contre la PMA.

Commission nationale antifasciste

## FAILLITE DE THOMAS COOK

# Les travailleurEs paient les pots cassés

Le groupe Thomas Cook s'est déclaré en faillite le 23 septembre. Le célèbre voyageur britannique créé en 1841, qui compte 21 000 salariéEs dans le monde, n'était donc pas « too old to fail » (trop vieux pour mourir).

Les 600 000 touristes en voyage au moment de la faillite ont été rapatriés de leur lieu de vacances par les autorités britanniques. Les 9 000 salariéEs britanniques se sont retrouvés du jour au lendemain sur le carreau, sans aucune garantie sur leur avenir.

### Un groupe en crise depuis 10 ans

Thomas Cook avait été nationalisé en 1948 (pour sauver l'entreprise de la faillite), avant d'être privatisé en 1972, une fois devenu rentable. Le groupe est devenu un mastodonte, enchaînant les fusions et acquisitions, au prix d'un endettement de plus en plus lourd (1,9 milliard d'euros). Depuis une dizaine d'années, le groupe est en crise. L'arrivée d'Airbnb et le développement des compagnies aériennes low cost a mis à mal le modèle du tour-opérateur intégré, associant des agences de distribution, des hôtels et des avions. La part des voyages à forfaits ne représente plus que 23 % des voyages. Au cours de l'année 2011, les actions Thomas Cook ont perdu 95 % de leur valeur. La crise est repartie de plus belle en 2018, avec une perte de 183 millions, avant l'effondrement du premier semestre 2019 (perte de 1,7 milliard sur un chiffre d'affaire de 11 milliards). Dans le même temps, les dirigeants du groupe se sont gavés : le PDG a touché à lui seul 9 millions en salaires et bonus depuis 2014 !



### Thomas Cook aurait-il pu éviter la faillite ?

Au mois d'août, le groupe a négocié un plan de recapitalisation avec son principal actionnaire (le groupe chinois Fosun) et ses créanciers : Fosun devrait injecter 900 millions de livres (980 millions d'euros) et ses créanciers (banques et détenteurs d'obligations) acceptaient de convertir 900 millions de livres de titres de dettes en actions. Mais l'accord a été remis en question par deux banques (Royal Bank of Scotland, Lloyds Bank), qui exigeaient 200 millions de fonds supplémentaires pour éviter tout risque de faillite d'ici fin 2020. Le gouvernement britannique de Boris Johnson a été sollicité, mais il a refusé d'injecter les fonds, précipitant la faillite du groupe. Cette faillite a déclenché le paiement de

CDS (contrats d'assurance) protégeant les créanciers contre le défaut de paiement d'un emprunteur. On comprend là toute la perversion de ce système : des créanciers ont eu intérêt à précipiter la faillite du groupe, car ils étaient assurés d'être remboursés.

### France : faillites en cascade dans le tourisme et le transport aérien

La filiale du groupe Thomas Cook en France (780 salariéEs) s'est déclarée en cessation de paiements et va tenter de retrouver un repreneur. Cela a été approuvé par tous les syndicats qui considèrent que la seule chose à revendiquer est de retrouver un repreneur qui sauvegarde un maximum d'emplois et qu'un « bon » plan social soit négocié pour les autres.

Aigle Azur s'est déclaré en faillite le 27 septembre. Ses 1150 salariéEs (dont 800 en France) vont donc être licenciés. Aucun repreneur n'a été trouvé : de façon désespérée, des salariéEs avaient écrit une lettre où ils se déclaraient prêts à intégrer Air France « sans conditions de maintien de salaire, de poste ou d'ancienneté ». Enfin, en dernier recours, l'intersyndicale avait demandé à l'État un prêt de 35 millions pour éviter la faillite. Le gouvernement a refusé. Pas de pitié pour les gueux ! Un autre transporteur aérien risque de faire faillite dans les prochains jours : XL Airways qui compte 570 salariéEs... et qui ne semble pas parvenir à trouver un repreneur.

### Nationalisation sous contrôle ouvrier des groupes qui font faillite !

Nous ne pouvons pas accepter que les travailleurEs soient mis sur le carreau. Les reprises ne sont pas une solution durable : elles sont parfois impossibles, et quand elles ont lieu, elles sont partielles et s'accompagnent d'une dégradation des conditions de travail et de salaires. Seules les nationalisations peuvent préserver durablement les emplois. Mais ces nationalisations doivent être protégées de la concurrence et s'accompagner d'un contrôle des travailleurEs, pour permettre à ces entreprises de sortir d'une gestion capitaliste, en mettant au centre des objectifs sociaux et écologiques. C'est en ouvrant des brèches dans l'ordre capitaliste que nous pourrions rendre crédible une alternative communiste.

Gaston Lefranc

## GRÈCE Intensifier la riposte unitaire face aux attaques de la droite

Le gouvernement grec, en place depuis juillet, a certes opéré deux ou trois reculs par rapport à ses promesses électorales, et cela a quelques conséquences : impatience de l'aile d'extrême droite, grogne et menaces du courant du nationaliste Samaras, ex-Premier ministre (2012-2015). Mais cela n'empêche : le Premier ministre Mitsotakis applique avec constance sa politique anti-ouvrière et anti-démocratique.

Cet été, Mitsotakis a procédé à de très nombreuses nominations à sa solde, faisant dépendre de lui la radio-télé publique et les services secrets... L'asile universitaire, acquis du mouvement étudiant anti-dictature, a été supprimé. Et le gouvernement s'apprête à vendre des secteurs publics (aéroport, menace sur l'entreprise d'électricité...), ce qui bien sûr n'empêche pas les hausses de prix.

La prochaine étape, c'est le vote d'une « loi de développement », qui est un cadeau au patronat (convention d'entreprise ou mieux, pas de convention, renforcer le travail partiel) et un flicage des syndicalistes (obligation de données au ministère du Travail, vote électronique pour décider d'une grève)... L'ennemi, c'est le travailleurE !

### À gauche : on fait comme avant ?

Face à l'opération rouleau compresseur de la droite, la gauche semble peu disposée à engager l'indispensable rassemblement des forces. Si



Syriza condamne les attaques de la droite, on la voit bien peu dans la rue. Sa réflexion sur son devenir montre bien la contradiction : si elle a une très forte influence électorale, Syriza reste un parti de cadres (gouvernementaux), et ses appels pour se transformer en parti (tendance social-démocrate) de masse restent pour l'heure sans effet. Le KKE (PC) peut désormais associer Syriza et la droite dans une même condamnation, tenant sa ligne de

splendide isolement avec un discours de classe et la volonté de créer son propre syndicat. Dans la gauche anticapitaliste, Antarsya reste très divisée, surtout entre ses deux forces principales. Il est difficile aujourd'hui d'être optimiste sur l'avenir de ce regroupement dont les débuts avaient été si forts... D'où l'importance de s'associer à différentes initiatives en cours, de forces qui tentent d'œuvrer pour une gauche anticapitaliste et internationaliste.

Et tout ceci est aggravé par la crise profonde des syndicats, entre l'extinction de GSEE, la confédération du privé, ouvertement pro-libérale, le courant du KKE (PAME), et les syndicats de base, dont la démarche est soutenue par une partie d'Antarsya...

### Le 24 septembre, une première étape

Cette situation a des répercussions sur les mobilisations : celles-ci existent mais de manière éclatée. Hormis la belle surprise d'une manifestation massive fin juillet contre la suppression de l'asile universitaire, les mobilisations de cette rentrée voient des participations limitées : peu de monde lors des manifs de rentrée sociale à Salonique ; seule présence des anarchistes, de collectifs et d'Antarsya dans les mobilisations contre la répression ; quelques milliers le 19 et le 26 pour sauver le climat...

Mais une première journée de grève nationale a eu lieu le 24 contre la loi pour le développement, à l'appel de différents courants de la gauche syndicale, en dépit des manœuvres du PASOK et de la droite... Assez bonne mobilisation, avec une grève dure chez les marins, bien suivie dans quelques secteurs. Peut-être alors le début d'une relance du mouvement de masse, car beaucoup comprennent qu'il ne faut pas tarder. Mais les trois appels athéniens à manifester dans des lieux différents montrent que la route est encore longue, et qu'en Grèce, on a aussi grand besoin d'une boussole anticapitaliste et unitaire !  
À Athènes, A. Sartzekis

## ALGÉRIE Le « hirak » face à un pouvoir toujours plus libéral et répressif

Le pouvoir algérien poursuit sa fuite en avant, avec la répression et la mise en place d'une loi de finances et sur les hydrocarbures, des garanties données à l'impérialisme. Face à cela, la mobilisation continue.

La répression est avant tout une intimidation. Une centaine de personnes arrêtées, c'est beaucoup, mais comparé à ce qui se passe en Égypte, ce n'est pas du tout la même ampleur. On voit surtout beaucoup plus d'expressions de solidarité. Et se développent des comités de soutien. À la manifestation du vendredi à Bejaïa, il y avait des cortèges de communes pour soutenir les détenus. C'est de cette façon que se fait l'auto-organisation, sur les tâches pratiques.



FB AOUDIA NABIL

### Des lois illégitimes

Il y a une accélération du cours libéral du gouvernement. Ce gouvernement mis en place par Bouteflika est illégitime, il est remis en cause, mais il produit une loi de finances pour 2020. Il prépare des élections pour le 12 décembre, mais la politique du gouvernement est déjà décidée, avec la loi de finances, l'augmentation de la TVA, l'augmentation des impôts, l'austérité. Tout cela alors que le salaire minimum n'a pas bougé depuis 2012 et qu'il y a une augmentation des prix dans différents domaines. De plus, ils reviennent sur la loi dite des « 51-49 », qui limite la participation étrangère dans les sociétés à 49%. L'argument est d'attirer des investissements étrangers. En réalité, ce sont des garanties qui sont données, dans cette phase de mouvement populaire, aux forces impérialistes, sur la continuité du régime. Il s'agit de garantir les intérêts d'Exxon, Total et des autres grandes entreprises étrangères sur l'exploitation des richesses algériennes.

Il y a une accélération de cette politique, alors que le mouvement populaire revendique la souveraineté populaire sur ces richesses.

### Le mouvement réagit toujours aux attaques gouvernementales

Il y aura donc des réactions vendredi prochain, comme il y a eu vendredi dernier face à la répression. Le mouvement veut parachever le mouvement d'indépendance nationale, pour obtenir la souveraineté sur les richesses. La mobilisation pour la souveraineté sur les richesses est par nature anti-impérialiste. Nous dénonçons la soumission à l'ingérence étrangère. La main de l'étranger dont parle tout le temps Gaïd Salah, c'est la loi sur les hydrocarbures ! D'ailleurs, l'Union européenne a publié un communiqué pour affirmer son soutien au processus électoral et à Gaïd Salah.

### Le mouvement se reconstruit après l'été

Les régions du sud se remobilisent avec la diminution des températures. La volonté de Gaïd Salah de fermer Alger vendredi dernier a échoué, les quartiers populaires ont fait voler en éclat le blocus. La pression sur les syndicats se reconstruit petit à petit. Le mouvement des maires et des personnels des administrations pour refuser d'organiser la présidentielle met le gouvernement en difficulté, car il risque de devoir envoyer l'armée pour récupérer les urnes. Essentiellement à Bejaïa, Boumerdès et Bouira pour l'instant. Il y a toujours des grèves, notamment dans les entreprises dirigées par les oligarques qui ont été arrêtées. En effet, une partie de leurs entreprises vivaient directement des subventions de l'État ou des marchés publics. Il y a donc un recul de l'activité et des grèves défensives, ne serait-ce que parce que les travailleurEs n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. La tentative de grève générale à Bejaïa, divers appels, notamment dans l'administration, commencent à avoir un écho. Rappelons que c'est la grève générale dans divers secteurs, du 8 au 10 mars, qui a fait basculer la situation et permis de faire partir Bouteflika !  
Kamel Aïssat (Parti socialiste des travailleurs)

**M**acron et consorts ont décidé, en cette rentrée, d'enfourcher l'un des chevaux de bataille favoris de l'extrême droite et de la droite extrême: les questions migratoires (voir page 2). L'occasion de revenir, dans ce dossier, sur la nécessaire fermeté dont nous devons faire preuve face à la diffusion des idées racistes et anti-migrantEs, et aux politiques qui les accompagnent. Ce dossier est composé d'extraits de la brochure «De l'air, ouvrez les frontières!», disponible auprès des militantEs du NPA.



## CONTRE LE RACISME, CONTRE LES FRONTIÈRES

### REFUSER LES FRONTIÈRES, DONNER UN AVENIR À L'HUMANITÉ

**S**i nous avons épuisé nos mots pour dire la tragédie humaine que constitue le sort réservé aux migrantEs, avec notamment les milliers de mortEs en Méditerranée, il faut pourtant écrire et parler pour dire qu'il n'y a rien de fatal. Parce que cette tragédie est le produit de choix politiques, elle peut donc être conjurée. Il faut donc écrire, d'abord, pour contester les idées dominantes qui veulent justifier l'injustifiable. C'est le système des frontières qui tue. Ouvrez les frontières – décision politique – et l'hécatombe s'arrête instantanément. Y a-t-il un autre drame de cette ampleur qu'on pourrait stopper aussi facilement ? Il faut donc contester tous les arguments utilisés, un par un, des plus crasses aux plus sophistiqués pour couvrir le crime. Parce que c'est toute la société qui est gangrenée par ces arguments. Les propos sur l'invasion des migrantEs sont non seulement factuellement faux mais ils légitiment tous les préjugés racistes et nourrissent la progression de l'extrême droite. Les arguments sur le manque de moyens ou le dumping social sont non seulement mensongers mais ils légitiment aussi toutes les attaques sociales. Il suffit ici de rappeler que l'économie française produit deux fois plus de richesses qu'il y a vingt ans alors que sa population progresse lentement et a tendance à vieillir. Y a-t-il deux fois moins de pauvres, de mal-logéEs, deux fois plus d'hôpitaux, d'enseignantEs ? Poser la question c'est y répondre. En vingt ans les 500 plus riches ont vu leur fortune multipliée par 7 !

#### Monstrueuse irrationalité du capitalisme

L'enjeu de cette question va au-delà des politiques migratoires.

Parce que c'est toute l'absurde et monstrueuse irrationalité du capitalisme lui-même que condamne ce crime. Ce système réalise des prodiges, construit des avions et des trains, de plus en plus gros, de plus en plus rapides, creuse des tunnels sous la mer et les montagnes, pour transporter d'un côté à l'autre de la planète des millions d'hommes et de femmes... et des tonnes de marchandises. Et ce même système dépense, produit, investit, dans des moyens tout aussi sophistiqués pour empêcher d'utiliser ces moyens : murs qui se dressent partout, hérissés de barbelés, de grilles, munis de lames coupantes, électrifiés, équipés de capteurs et de drones, multiplication des polices et des milices, perfectionnement de tous les systèmes de fichage et de contrôle, construction de prisons et de centres de rétention. Raffinement extrême de l'absurde, les pouvoirs en place utilisent les moyens de transport pour expulser ceux et celles à qui on a interdit de les utiliser librement. L'irrationalité qui éclate ici est généralisée, elle est à l'image de ce système : les capacités créatrices et les ressources sont utilisées pour développer des moyens massifs de destruction. L'industrie de l'armement ne s'est jamais aussi bien portée, les droits de propriété et brevets deviennent des obstacles à ce que les découvertes médicales servent à sauver des vies, la recherche scientifique est utilisée pour rendre les semences non fertiles quand des populations meurent de faim.

#### L'obscène rationalité du capital

Mais derrière cette monstrueuse irrationalité du capitalisme, irrationalité du point de vue de l'avenir de la planète, du point de vue des «99%» d'entre nous, il y a une rationalité. Celle du capital, celle des «1%».

La chasse aux migrantEs fonctionne dans une dynamique d'ensemble. C'est pour cela que nous parlons de «système des frontières». Au contrôle de l'immigration se couple la montée des militarismes et des nationalismes, l'accroissement des tensions et des interventions militaires, la tendance à des États de plus en plus policiers et autoritaires, le retour de la menace fasciste dans de nombreux pays. Cette dynamique a un nom : impérialisme, et elle a besoin des frontières. Ces facteurs rassemblés ne sont pas fortuits. Leur combinaison est le fruit d'une période de crise du capitalisme où la concurrence sur le marché mondial, dans le cadre d'un «marché» prétendument libre et non faussé, tend à devenir affrontement entre des capitaux liés à des États ou blocs d'États. L'impérialisme est un temps où, dans les rapports internationaux comme dans la «gestion des populations», il n'y a progressivement plus de politique que bestiale, celle de la force. C'est cela le système des frontières.

«Penser l'immigration, c'est penser l'État», disait le sociologue Abdelmalek Sayad. Aujourd'hui, penser les migrations, c'est penser l'impérialisme et le monde qui vient.

Il ne s'agit donc pas de désespérer. Si la lutte des migrantEs, aux côtés des migrantEs, est si difficile et si dure, c'est parce que les enjeux concernent toute la société et son évolution. Laisser faire notre État contre les migrantEs, c'est se condamner à plonger dans la barbarie, «l'ensauvagement du monde» comme l'a dit Saïd Bouamama. Lutter aux côtés des migrantEs, de la solidarité internationale, de la solidarité de classe, contre les États, le capital et le système des frontières, c'est donner un avenir à notre humanité.

### UN RACISME D'ÉTAT QUI VIENT DE LOIN

**L**e racisme n'est pas qu'une affaire d'attitudes individuelles d'hostilité envers les étrangers, immigrés, ou supposés tels. Il est inscrit dans le fonctionnement même de la société capitaliste et de ses institutions et se traduit par les discriminations systématiques qui les frappent dans tous les domaines : emploi, éducation, logement, santé, ce qui permet de parler de racisme systémique, ou institutionnel. Si l'on y ajoute la façon dont sont traitées les personnes concernées par les administrations d'État, à commencer par la police et la justice, plus toutes les lois anti-immigrés ou carrément discriminatoires, c'est ce qui nous fait parler de racisme d'État, terme contesté au nom de la République qui ne pourrait pas être raciste. Racisme d'État ne veut pas dire État raciste comme le nazisme, l'apartheid en Afrique du Sud ou la ségrégation raciale aux États-Unis. Cela signifie que l'État par ses lois, son État, sa justice, ses médias et ses institutions propagent le racisme.

#### Matrice coloniale

En France, il est profondément lié au système colonial qui a régné pendant plus de deux siècles. La justification de l'exploitation des populations autochtones a reposé sur une propagande honteuse montrant leur caractère inférieur et a conduit à toutes les horreurs ; le symbole étant le Code Noir, les zoos humains et les exhibitions de populations étrangères. Pendant des siècles, l'appareil d'État a été gangrené par le racisme particulièrement au moment de la guerre d'Algérie où les Arabes étaient désignés comme l'ennemi, autorisant la police et l'armée à assassiner, torturer en toute impunité. On retrouve aujourd'hui chez les forces de l'ordre le même

racisme lorsqu'elles contrôlent systématiquement les jeunes aux allures d'origine étrangère, les maltraitent, les traquent jusqu'à les tuer.

#### Le racisme colporté au plus haut niveau de l'État

Il y a une forme plus insidieuse de racisme : c'est ce qu'on peut appeler le racisme culturel. Les migrantEs qui cherchent à s'installer en Europe seraient porteurs d'une culture qui représenterait un danger pour la prétendue identité française. On se rap-

de la laïcité est brandie comme un étendard contre la religion musulmane qui par nature serait incompatible avec leur conception de la laïcité.

Les préjugés ressassés par l'extrême droite sont repris par des ministres, de prétendus intellectuels, des journalistes. Le gouvernement Macron, comme les précédents, alimente le racisme quand il instille le soupçon systématique, organise la chasse aux migrantEs, refuse de régulariser les sans-papierEs, couvre les violences policières racistes dans les quartiers popu-

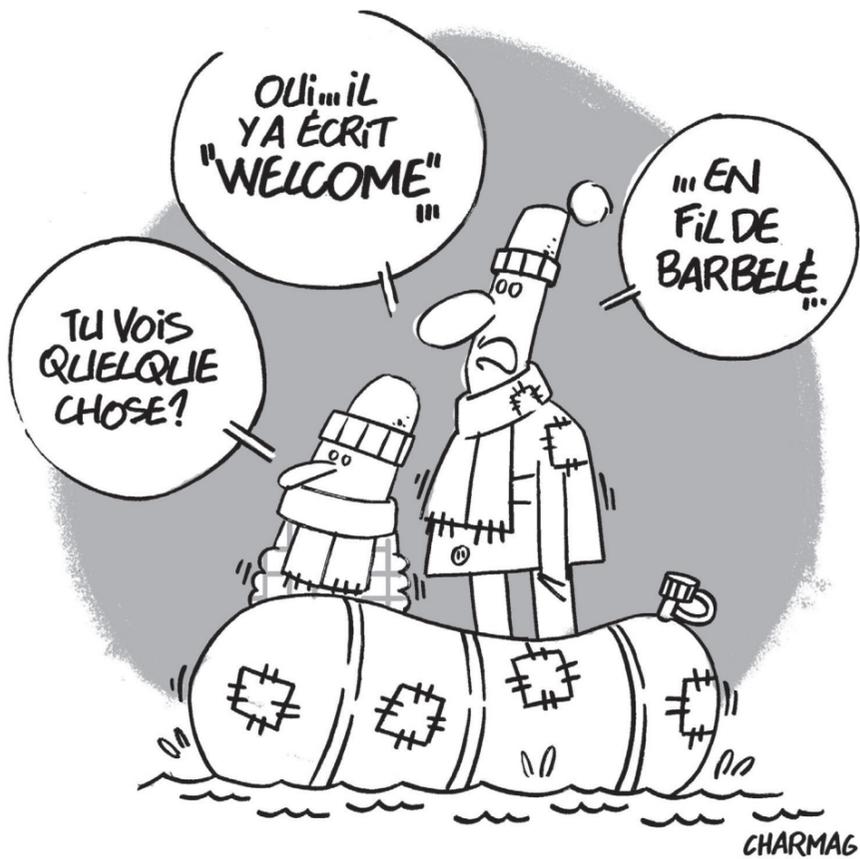


pelle les propos de Manuel Valls concernant les Roms qui auraient «vocation à rester en Roumanie ou à y retourner». Généralement l'accent est porté sur le danger que représenterait l'islam comme religion. Ce racisme culturel s'est encore développé à la faveur des attentats terroristes, débouchant sur l'amalgame : maghrébin = musulman = islamiste = terroriste. Ajoutons à cela l'instrumentalisation consciente de la notion de laïcité. De l'extrême droite jusqu'à certains milieux se disant de gauche, la défense

laire et mène à l'étranger une politique néocoloniale digne de ses prédécesseurs.

Les classes dominantes sont conscientes des dangers de contestation que peuvent provoquer leurs politiques libérales. Pour faire face aux contestations sociales d'ampleur, elles agitent la haine et la peur de l'étranger – à la fois attisées et justifiées par la fermeture des frontières.

Nous continuerons de dénoncer et combattre le racisme sous toutes ses formes, y compris et notamment le racisme d'État.



## « PAS DE PAUVRETÉ, PAS DE MIGRATION » ?

**L**e Conseil de l'Europe déclarait en juin 2015 : « *L'immigration clandestine peut être prévenue par l'aide au développement* ». La pauvreté serait donc la « cause profonde » des migrations internationales, et l'aide publique au développement un levier pour éradiquer la pauvreté et éviter que les populations les plus démunies ne quittent leurs pays.

### « Accords de gestion concertée des flux migratoires »

Lors du sommet de La Valette les 11 et 12 novembre 2015, réunissant les chefs d'État africains et européens, l'UE a présenté la « crise migratoire », qui toucherait l'Europe, comme un « défi commun » ou encore « une responsabilité partagée ». Le plan d'action mis en place à cette occasion est sans ambiguïté : sous couvert de quelques mesures concernant le développement et la migration autorisée, ce sont surtout les aspects répressifs qui prévalent et en particulier le retour ou la réadmission des migrantEs en situation dite irrégulière. La lutte contre la pauvreté affichée comme principal moteur de régulation des migrations vers l'Union européenne a permis, grâce au chantage exercé par cette dernière dans le cadre de l'Aide publique au développement (APD), de créer des outils sécuritaires cherchant à juguler à distance les migrations. Les « Accords de gestion concertée des flux migratoires » conditionnent le versement de l'APD au respect des engagements des pays bénéficiaires dans la lutte contre les migrations venant de leur pays, ou celles y transitant. En 2015, l'UE a ainsi créé le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, « en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées ». Ce fonds est doté de 2,8 milliards d'euros. D'après le programme de La Valette, ce financement doit contribuer au développement économique, à la gestion de la

migration, à la stabilité et à la « bonne gouvernance » des pays concernés.

### Façade humanitaire

Le but principal de cette politique est de « réduire les flux des migrations illégales » et « d'accroître les taux de retour », auquel, pour faire bonne mesure, a été ajouté un pseudo discours humanitaire : « lutter contre le trafic d'êtres humains », « permettre aux migrants de rester plus près de chez eux » et, comble du cynisme, « sauver des vies en Méditerranée ». Derrière cette façade humanitaire la priorité est donnée à l'organisation de « retours rapides et efficaces » et de développer les coopérations nécessaires avec les autorités policières et consulaires des pays. À titre d'exemple, sur les 140 millions d'euros accordés au Niger, 83 millions sont attribués à des projets concernant le contrôle policier et la gestion des flux migratoires. Une quarantaine de millions est destinée à des programmes de soutien économique, lesquels sont gérés par des agences allemandes et espagnoles, et tardent à se mettre en place. Il ressort également que, lors d'une rencontre tenue à Malte, en février 2017, entre l'UE, ses membres et des pays africains, l'Union africaine a remarqué que les premiers bénéficiaires du fonds fiduciaire n'étaient autres que les agences de développement de différents pays européens... Rappelons quelques chiffres qui indiquent bien l'orientation de la politique menée par l'UE :

- Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique : 2,8 milliards d'euros, soit 0,42% du PIB de l'UE (15 330 milliards d'euros en 2017). Ce fonds concerne 26 pays.
- Versements à la Turquie pour « affronter la crise des réfugiés » : 3 milliards d'euros.
- Montant consacré aux dépenses de gestion des frontières de l'UE : 12 milliards d'euros, comprenant les coûts de la construction des murs en Grèce, Bulgarie, Espagne; de Frontex; de la surveillance

policrière des frontières; des frais de détention dans des pays tiers; de l'assistance technique apportée aux régimes dictatoriaux proches de l'UE.

### Externalisation des frontières de l'Europe

D'un côté donc, les discours sur la coopération pour le développement, de l'autre les politiques de fermeture. Les accords de gestion concertée des flux migratoires cosignés par les pays concernés et l'UE conditionnent le versement de l'APD au respect de leurs engagements de lutte contre les migrations venant de leur pays. Cette politique de l'obole sous contrainte vient après des dizaines d'années durant lesquelles le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, la Banque centrale européenne... ont imposé des « ajustements structurels » amenant encore plus de pauvreté. Les conflits et les guerres fomentées par les puissances occidentales pour maintenir leur mainmise néocoloniale participent également de l'appauvrissement des pays d'origine des migrantEs, et ont engendré de gigantesques déplacements de population. Sans même parler des politiques productivistes et polluantes qui bouleversent l'environnement et jettent sur les routes des millions de réfugiés climatiques...

L'Union européenne a imposé par le chantage économique et le contrôle par les pays d'origine et de transit, la marchandisation de l'immigration. Cette dernière est devenue, comme n'importe quelle matière première, négociable dans le cadre des relations capitalistes entre l'Europe et les pays d'origine des migrantEs. Ainsi les pays de transit et d'origine des migrations gèrent-ils par procuration l'externalisation des frontières de l'Europe, en échange d'une coopération économique susceptible de leur garantir quelques miettes des ressources destinées à la surveillance des frontières et à la répression des candidatEs à la migration.

## RACISME ET VIOLENCES POLICIÈRES

**L**es quartiers populaires sont un terrain d'expérimentation quotidienne de la violence d'État. C'est une violence ciblée, dans des quartiers situés loin des centres urbains ou menacés de disparition au cœur des villes, comme à Marseille. Lieux de toutes les discriminations sociales, la police y joue un rôle tout particulier avec la mise en œuvre du contrôle d'identité ciblé. Ainsi, un jeune Maghrébin ou Africain, entre 16 et 25 ans, a 20 fois plus de risques de se faire contrôler qu'un autre jeune. Un contrôle au faciès ne se limite pas au simple contrôle d'identité mais s'accompagne toujours d'humiliations : fouille des sacs, des poches, palpations, injures et tutoiement. Et procède toujours d'une démarche à caractère raciste.

L'IGPN a communiqué les chiffres suivants : entre juin 2017 et juin 2018, elle reconnaît officiellement 14 tués (plus d'un par mois) et 100 blessés, lors d'interventions policières, par arrêts cardiaques, chutes ou victimes de tirs. Et reconnaît que les policiers avaient tiré deux fois plus souvent que l'année précédente. Enfin, que la très grande majorité des victimes étaient des garçons entre 16 et 30 ans nés de parents issus de l'immigration et vivant dans les quartiers populaires. Il y a longtemps que les flashballs et les tirs à balles réelles sont en activité dans ces quartiers, longtemps qu'ils blessent et tuent. Avec une impunité renforcée pour les policiers puisqu'ils bénéficient aujourd'hui légalement des mêmes facilités de tir que les militaires et de la présomption de légitime défense systématique!

### Les migrantEs, particulièrement menacés de violences

Pour ce gouvernement, le ou la migrant, c'est le bouc émissaire idéal, responsable du chômage et de la détresse que sa politique au service des plus riches répand dans toute la société. Un danger, contre lequel il faut fermer des frontières, comme celle entre la France et l'Italie depuis 2015. La cour d'appel d'Aix, qui a condamné deux militants solidaires, a de fait

## ILS TUENT, ILS BLESSENT, ILS MUTILENT,



consacré la zone frontalière comme un lieu d'exception juridique dans ses pratiques (containers à Vintimille, refoulements illégaux, maltraitance des mineurEs, violences policières, décès aux cols frontaliers jamais suivis d'enquête). C'est l'ordre des frontières.

La loi « asile-immigration » de 2018 a encore renforcé le rôle du préfet et de ses policiers dans ce qu'ils nomment « la gestion des flux migratoires ». La chasse aux migrantEs est ouverte. Allongement de la durée de rétention administrative de 45 à 90 jours et raccourcissement des délais pour organiser sa défense, embastillement massif des réfugiés, y compris des enfants, et augmentation du nombre d'obligations de quitter le territoire français (OQTF), pour cela les budgets ont été renforcés, et des décisions de bannissement.

En 2018, 43 000 adultes et enfants sont passés dans les centres de rétention administrative (CRA), soit 78 % de plus que l'année précédente. Le rapport de février 2019 de Adeline Hazan, contrôleur des lieux d'enfermement, est accablant : manque d'unités médicales, policiers sélectionnant les demandes de consultation, aucune prise en compte

psychologique des traumatismes subis, les personnes malades sont isolées, enfermées dans des cellules et parfois menottées à leur lit... Dans ce contexte, la grève de la faim d'une centaine de retenus est un acte d'un courage héroïque! Le NPA exige la fermeture totale et immédiate de tous les CRA.

À Mayotte, l'État colonial n'hésite plus à remettre complètement en cause le droit du sol, dans l'indifférence quasi totale. En effet, pour qu'un enfant devienne français, les parents des nouveau-nés devront maintenant justifier de la présence sur l'île, au moins pour l'un des deux, depuis au moins trois mois avant la naissance de l'enfant. Le NPA exige le rétablissement du droit du sol, l'égalité de traitement entre touTEs.

Les violences policières, lorsqu'elles ciblent les jeunes raciséEs des quartiers populaires et les migrantEs, laissent une grande partie de notre classe indifférente. Pire, ces violences participent à la diffusion d'un racisme, souvent islamophobe, autour du thème : « Il n'y a pas de fumée sans feu ». Racisme qui va favoriser toutes les autres formes de racismes, dont l'antisémitisme, et qui va nourrir la montée des partis et groupes fascistes.

## DES REVENDICATIONS ÉMANANT DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE SOUTENUES PAR LE NPA

- ▶ Des moyens pour un accueil digne et non pour la répression;
- ▶ La régularisation de toutes et tous les sans-papiers;
- ▶ La fin des expulsions;
- ▶ La fermeture des centres de rétention administrative (CRA);
- ▶ La citoyenneté de résidence dès que quelqu'un arrive sur le territoire, c'est-à-dire l'égalité des droits : droit à la scolarisation, droit à la santé, droit à des revenus, un toit pour toutes et tous, droit de vote des étrangerEs résidant en France à toutes les élections;
- ▶ Abrogation du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), de la loi asile-immigration du gouvernement Macron et de toutes les lois limitant l'octroi du droit d'asile et l'accès à la régularisation;
- ▶ Prise en charge des mineurEs isolés étrangers (MIE) par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), comme le prévoit la loi;
- ▶ Abolition de Frontex;
- ▶ Création d'un instrument de sauvetage et d'aide humanitaire international.

## RÉPRESSION

## Relaxe pour Roga et Victor!

Le 17 octobre 2018, deux militants sur la fac de Nanterre, Victor et Roga, ont été condamnés respectivement à quatre mois de prison avec sursis et six mois de prison ferme, alors qu'ils n'ont rien fait d'autre que de se réunir en AG lors de la mobilisation du printemps dernier contre Parcoursup, une AG alors dispersée de manière particulièrement violente par la police.

Les facs ont connu au printemps 2018 un mouvement de grève massif contre cette loi. Les présidences d'université ont fermé les sites touchés par les blocages et les occupations, prétextant des raisons de sécurité afin d'affaiblir la mobilisation. La contestation se généralisant, la réponse n'a plus été la fermeture, mais les interventions policières.

## De la prison pour être allés en AG?

C'est dans ce contexte que, le 9 avril, la police est intervenue à Nanterre pour déloger les militantEs, réunis en AG malgré la fermeture administrative. Ils et elles ont été frappés, traînés, plaqués et molestés. Plusieurs blessés, dont un grièvement. Victor et Roga ont été arrêtés, poursuivis en justice et condamnés. Ils ont tous les deux fait appel de leur condamnation, déterminés à obtenir leur relaxe.

En plus des poursuites au pénal, Victor a été convoqué en section disciplinaire, où il était menacé d'être exclu pour ses activités militantes. Finalement, la campagne de soutien a permis d'obtenir sa relaxe.

Ces condamnations sont une des nombreuses expressions de la violence répressive du gouvernement Macron, qui s'est abattu sur le mouvement des Gilets jaunes et de nombreux militants, comme Antonin Bernanos, en prison depuis plus de 9 mois.

Nous refusons de voir l'avenir de Roga et Victor remis en cause. C'est un message ferme qui serait envoyé à la jeunesse et à l'ensemble du mouvement social : nous devrions désormais non seulement craindre la répression quand nous manifestons mais aussi quand nous nous réunissons en AG?

Nous n'accepterons jamais une telle situation, c'est pour cela que nous appelons à la mobilisation la plus large le 10 octobre, jour du procès en appel. Nous exigeons plus que jamais la relaxe pour Victor et Roga ; mais aussi, nous voulons organiser une riposte de notre camp capable d'obtenir l'abandon des poursuites et la relaxe pour tous les poursuivis du mouvement social.

## CorrespondantEs

Rassemblement unitaire de soutien, jeudi 10 octobre, 12h30, devant la cour d'appel de Versailles

## ASSURANCE CHÔMAGE Le gouvernement fait payer aux chômeurEs la réduction de la dette de l'Unedic

« Une réforme résolument tournée vers le travail, vers l'emploi, contre le chômage et pour la précarité », d'après Muriel Pénicaud. En effet. Dans un lapsus révélateur, la ministre avait annoncé ce que confirme l'Unedic dans son document présenté le 24 septembre dernier.

## De reculs...

Alors qu'aujourd'hui il « suffit » de justifier d'une activité salariée de 4 mois au cours des 28 derniers mois (pour les moins de 53 ans), il faudra dès le 1<sup>er</sup> novembre prochain avoir travaillé 6 mois sur les 24 derniers mois, soit 1 jour travaillé sur 4 au lieu de 1 sur 7 depuis 2009. Cette seule mesure exclura 710 000 personnes de l'assurance chômage (soit 27% de celles et ceux qui auraient ouvert des droits avant cette réforme). Rappelons que, sur les 5,6 millions d'inscritEs à Pôle emploi, seulEs 43% étaient indemnisés en 2017 (contre 54% en 2003). Concrètement : les allocations pourront démarrer au même moment mais avec une durée moins longue ou décalée de plus ou moins un an selon les situations.

Selon cette même étude les allocataires impactés par la mesure sont en moyenne plus jeunes, plus souvent des hommes et ont un salaire journalier de référence (SJR) plus faible par rapport aux autres allocataires.

## ... en révision à la baisse

La révision des règles de calcul des indemnités chômage va entraîner une baisse sensible de l'allocation mensuelle. Au lieu d'être calculées à partir des jours travaillés, elles le seront sur le revenu mensuel moyen à partir d'avril 2020. Pour quelqu'un qui travaillera deux semaines dans le mois, le résultat est une diminution de moitié de son allocation. Les gouvernements successifs n'avaient cessé d'encourager les contrats courts car « mieux vaut un contrat court que rien du tout ». Le discours actuel consiste à stigmatiser les chômeurEs qui « profiteraient » du système en

Après les 800 millions d'économies suite à la convention 2017, c'est 3,4 milliards d'euros d'économies qui vont être faites, dont 80% seront réalisées sur le dos des chômeurEs.

## SIMPLIFICATION DE L'ASSURANCE CHÔMAGE



« optimisant » les règles de cumul activité-allocation. Le ministère du Travail espère ainsi 690 millions d'économies d'ici à 2021.

Les droits rechargeables – créés en 2014 – sont également remis en cause. Ce principe permet à des chômeurEs indemnisés, qui reprennent une activité durant leur période de chômage, de prolonger leurs droits lorsque ces derniers sont épuisés, et ce sous réserve qu'ils et elles justifient de 150 heures travaillées. « Le seuil minimum de rechargement sera ramené à 6 mois, au lieu d'un mois aujourd'hui » : autant dire que ces droits rechargeables ne le seront plus puisque la durée de travail revient à celle permettant d'ouvrir des droits.

## Le retour de la dégressivité

Le choix est fait de réintroduire le principe de dégressivité pour les 10% de salariéEs les mieux

payés (plus de 4500 euros brut mensuels). Ces derniers (hormis pour les plus de 57 ans) se verront appliquer une dégressivité de 30% au bout du 7<sup>e</sup> mois de chômage.

Pour justifier cette mesure, le ministère s'appuie sur une série de chiffres : plus le revenu de remplacement est élevé, plus la période de chômage serait longue. Sans dire que 76% des allocataires touchant les indemnités maximales ont plus de 50 ans, soit un public dit « senior » qui rencontre des difficultés particulières à retrouver un emploi. Quant au principe même de la dégressivité, rappelons qu'il avait été mis en œuvre entre 1992 et 1996 et qu'une étude de l'INSEE de 2001 avait conclu que sa mise en place avait « ralenti le retour à l'emploi ». De même, un récent travail de l'OFCE, fin 2017, a souligné que cette mesure était inefficace. C'est un premier pas pour remettre la dégressivité sur le tapis et, ensuite, la généraliser à l'ensemble des chômeurs.

## De « nouveaux droits » sous conditions

ToutEs les salariéEs ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans leur entreprise pourront démissionner et prétendre à l'assurance chômage

sous réserve d'avoir un projet professionnel. Un droit renouvelable tous les cinq ans, soit huit fois dans une vie professionnelle de 40 ans.

Les indépendants se verront allouer une allocation mensuelle de 800 euros pendant six mois. L'activité professionnelle devra avoir généré un revenu minimum de 10 000 euros par an sur les deux dernières années avant liquidation judiciaire. Une façon déguisée d'introduire le forfait. Ces « nouveaux droits » devraient concerner, selon l'UNEDIC, quelque 60 000 personnes tout au plus.

Pourtant cette réforme n'était pas nécessaire puisque le régime d'assurance chômage revenait à l'équilibre et prévoyait même d'être excédentaire en 2021. Une réforme purement idéologique donc, avec le seul but de diviser les salariéEs entre eux en pointant les chômeurEs « généreusement » indemnisés et qui du coup ne chercheraient pas de travail.

## Correspondant

Note d'impact de la réforme de l'assurance chômage : <https://www.unedic.org/sites/default/files/2019-09/Note%20d%27impact%20r%C3%A9forme%20de%20l%27Assurance%20ch%C3%B4mage%202019.pdf>

## GRANDS PROJETS INUTILES Les 4 et 5 octobre, une marche contre Europacity

Europacity : c'est le nom d'un mégacentre commercial et de loisir que les groupes Auchan et Wanda (groupe chinois) veulent implanter à Gonesse, dans le Val-d'Oise, sur 300 hectares de terres agricoles (le « Triangle de Gonesse ») considérées comme parmi les plus fertiles d'Europe.

Avec Europacity, on parle de trois milliards d'euros d'investissements pour un projet délirant (bureaux, boutiques, piste de ski couverte, parc aquatique, hôtels de luxe...) soutenu par la mairie socialiste et le gouvernement.

## « Il est encore possible d'empêcher ce projet aberrant »

Le collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) s'oppose à cette aberration en organisant des rassemblements,

des débats, en soutenant un projet alternatif agro-écologique (CARMA), mais aussi en saisissant les tribunaux. Prochaine initiative le vendredi 4 et le samedi 5 octobre, avec une « marche citoyenne de Gonesse à Matignon pour sauver les terres fertiles de Gonesse ». On peut lire dans l'appel : « Alors que le Plan local d'urbanisme de Gonesse a été annulé et que la contestation s'amplifie contre ce projet destructeur du climat et de la biodiversité, la Société du Grand Paris persiste à annoncer le début



du chantier de la gare pour le mois de novembre 2019. C'est donc une tentative de passage en force, qui vise à rendre inéluctable l'urbanisation des terres de Gonesse.

Citoyens et citoyennes engagées pour la défense du climat, contribuables indignés par ce détournement d'argent public : il est encore possible d'empêcher ce projet aberrant. Les 4 et 5 octobre, soyons nombreux. ses à exiger de l'État l'abandon d'EuropaCity et de sa gare et l'ouverture d'une concertation sur l'avenir des dernières terres agricoles à proximité de Paris. » Le NPA sera de la partie.

## Correspondant

Renseignements sur <http://nonaeuropacity.com/>

## FORD BLANQUEFORT

## L'usine ferme, mais nous sommes toujours là

Ford dit « go further » ? Nous aussi !

Ce que nous voudrions, ce qu'il faut espérer, c'est que la bataille que nous avons menée contre la fermeture de l'usine ne se résume pas à la défaite. Ce serait quand même dommage de conclure de notre lutte qu'il est décidément impossible d'empêcher des licenciements et qu'au total, cette fermeture ne fasse que renforcer un sentiment de fatalisme alors que durant tous ces derniers mois nous n'avons cessé de combattre la résignation.

## Une fermeture inadmissible et injustifiable

Maintenant que nous avons la certitude d'être licenciés, que le site va être liquidé sans qu'on ait pu sauver ne serait-ce qu'un bout, ne serait-ce que quelques dizaines d'emplois, que pouvons-nous faire ? Une chose est certaine, nous n'avons pas envie de dire que c'est fini. Notre slogan « même pas mort », brandi depuis l'annonce de Ford en février 2018, avec une ironique fierté, un brin provoquant, a certes pris un coup de

## ÉDUCATION NATIONALE Pour Christine Renon

Une semaine après le suicide de Christine Renon, dans le hall de son école, la maternelle Mehul à Pantin, nous sommes encore sous le choc, profondément tristes et profondément en colère. Parce que nous avons perdu l'une des nôtres.

Et aussi parce que nous sommes nombreuses et nombreux à nous reconnaître dans les mots qu'elle met sur sa souffrance au travail. La lettre de trois pages envoyée à ses collègues, juste avant de mettre fin à ses jours, commençait ainsi : « Je me suis réveillée épouvantablement fatiguée, épuisée après seulement trois semaines de rentrée ».

### Souffrance au travail

Les indécentes tentatives de déni et de dénigrement du rectorat et du ministère n'y peuvent rien : c'est bien de son travail qu'est morte notre collègue, et son geste fait éclater une souffrance au travail qu'on l'avait jusque-là cherché à garder silencieuse. « Pas de vague », comme on dit chez nous.

Pourtant, de la souffrance au travail, il y en a. « Ces tout petits riens qui occupent à 200% notre journée », disait-elle. De la souffrance au travail, il y en a, lorsque des rythmes scolaires épuisants sont imposés, malgré les demandes des personnels. De la souffrance au travail, il y en a, lorsque chaque ministre de l'Éducation applique ses réformes sans tenir compte de l'avis des personnels. Lorsque l'on met en place des dispositifs et des évaluations chronophages et dénués de sens pédagogique. « À la fin de la journée on ne sait plus trop ce que l'on a fait », disait-elle encore. De la souffrance, il y en a, lorsque l'institution nie l'expertise des professeurEs et leur liberté pédagogique et impose des méthodes d'apprentissage normées...

### Réactions indécentes de l'institution

Pour Christine Renon, il est désormais trop tard. Mais pas pour celles et ceux qui restent. Est-ce que nous allons regarder, impuissantEs et silencieux, nos collègues mourir de servir l'Éducation nationale ? Douze suicides ou tentatives de suicides dans la seule académie de Créteil (77-93-94) depuis le début de l'année... Nous savons, et Christine Renon le savait aussi, qu'il n'y a rien à attendre de l'institution. « L'idée est de sacrifier les naufragés dans la tempête » écrit-elle.

Au bout de quatre jours de silence, le ministre s'est fendu d'un tweet. Où le nom de Christine Renon n'est pas mentionné. Quant au rectorat, s'il est intervenu sur place, c'est pour enjoindre les directeurs et directrices à respecter leur « devoir de réserve » et à ne pas diffuser sa lettre. Et demander aux enseignantEs de l'école Mehul de retourner en classe le lendemain du jour où le corps de la directrice a été retrouvé.

Face à l'indécence de la réponse institutionnelle, heureusement, il y a celles et ceux qui ont fait preuve de dignité. En se rendant dès le jeudi soir, à plusieurs centaines, devant l'école Mehul pour un premier hommage très fort. En publiant des motions pour dénoncer les conditions de travail qui ont conduit au suicide de Christine Renon dans de nombreuses écoles, collèges et lycées. En appelant le jeudi 3 octobre, jour du CHSCT exceptionnel, à une grève et à un rassemblement devant la direction départementale de l'Éducation



nationale, à Bobigny. Le meilleur hommage que nous puissions rendre à notre collègue : des établissements massivement fermés, partout en France, des rassemblements pour demander, enfin, une écoute et une prise en

compte de la souffrance des enseignantEs, et la fin de ce management brutal. Parce qu'il n'est pas tolérable que l'on puisse encore perdre sa vie à travailler pour l'Éducation nationale. **François Montreuil et Raphaël Alberto**

## IBIS BATIGNOLLES « On est là ! »

Après la réussite de la fête de quartier du vendredi 20 septembre, organisée par le comité de soutien aux grévistes, ceux-ci ont organisé un nouveau rassemblement le mardi 1<sup>er</sup> octobre. L'occasion de faire le point sur un bras de fer engagé depuis bientôt trois mois !

La mobilisation dure, et elle est dure. Depuis le début de la grève illimitée le 17 juillet, les grévistes en lutte contre le sous-traitant STN n'ont eu de cesse de tenir le parvis de l'hôtel. Ce mardi, encore une fois, avec à leur côté une trentaine de soutiens, la bonne vingtaine de grévistes – quasi exclusivement des femmes – a su se faire entendre des dirigeants d'Ibis... et de leurs clients ! Slogans enthousiastes, sifflets, maracas

bricolés... Tout est bon pour faire savoir que la contestation n'est pas terminée, que le feu est loin de s'éteindre. Ces derniers jours, des rassemblements de soutien ont eu lieu dans plusieurs villes (Rennes, Nantes...) et un mouvement de boycott est lancé.

### Bras de fer contre pourrissement

Pourtant, à l'évidence, la direction de STN n'envisage pas d'ouvrir de négociations

avec les grévistes. Grâce à la passivité du groupe Accor, propriétaire de la chaîne d'hôtel, elle joue à l'évidence le pourrissement. Le marché liant STN et Accor doit être renégocié dans quelques semaines, et d'ici là, il se dit que STN ne veut pas chercher de porte de sortie, cherchant à mettre toutEs les grévistes au pied du mur au risque de perdre leur emploi. Qu'importe, ce qu'exigent justement les grévistes, c'est à être embauchés directement par l'hôtel.

C'est bien cette « bataille pour la dignité humaine, contre un système d'exploitation capitaliste, raciste et sexiste mis en place par le groupe Accor à l'hôtel Ibis » (dixit le dernier tract de la CGT HPE) qui va continuer.

**Manu Bichindaritz**

Caisse de grève: <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/00z75n8>



## DÉCHETS NUCLÉAIRES Manifestation à Nancy contre la poubelle Cigéo

« Nancy en état de siège » titrait en « Une » l'Est républicain du 28 septembre. Secteurs interdits d'accès, parc et bibliothèque fermés, rues barrées créant des embouteillages monstres, la préfecture de Meurthe-et-Moselle n'avait pas fait dans la demi-mesure pour encadrer la manifestation d'opposition à Cigéo, futur centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure.

Malgré une manifestation déclarée, le préfet, dans un communiqué de presse publié la veille, conseillait aux commerçants de protéger les vitrines, de baisser les rideaux au passage des manifestantEs et appelait les NancéienEs à la vigilance car le « risque d'avoir des éléments perturbateurs, agressifs et violents est élevé [...] de même que] des antinucléaires extrémistes, venant de France mais aussi de l'étranger notamment d'Allemagne. » Leur autre grosse crainte était que des Gilets jaunes se joignent au cortège.

### 3000 manifestantEs malgré le dispositif policier

Pas moins de 500 policiers et militaires étaient mobilisés. Dès le matin, contrôles d'identité des passagerEs des bus, désormais traditionnelles fouilles des sacs, étaient le passage obligé pour accéder au secteur de la manifestation. Plusieurs cars de police, postés à chaque carrefour tout au long du parcours, empêchaient toute tentative de dévier du trajet prévu, le tout sur fond de bruit de l'hélicoptère survolant le cortège.

Malgré ces discours ultra-sécuritaires, destinés à jouer sur la peur et à dissuader le plus grand nombre, la manifestation a maintenu le niveau de mobilisation de l'année précédente à Bar-le-Duc en réunissant près de 3000 personnes : une satisfaction pour les organisateurEs. Des centaines de NancéienEs ont progressivement rejoint la manifestation, rejoignant celles et ceux venus de toute la France, dont de forts contingents du Sud-Est, de Nantes et des Pays de la Loire.

Groupes antinucléaires, collectifs de lutte contre des grands projets inutiles, Gilets jaunes, militantEs d'Extinction-rébellion, d'ANVCOP 21, et quelques personnes cagoulées en noir, se sont retrouvés dans une tonalité dynamique et déterminée, souvent avec une expression anticapitaliste, conscients que ce dispositif sécuritaire disproportionné est un signe supplémentaire de faiblesse du pouvoir, qui use et abuse de l'intimidation et de la répression pour se maintenir. De la gaieté et de l'humour face aux centaines de gendarmes suréquipés... et inutiles.

Tout le week-end, c'est la solidarité avec touTEs les répriméEs de Bure, le rejet de la société policière qui accompagne l'enfouissement des déchets nucléaires et l'exigence des éluEs et populations d'un arrêt immédiat de Cigéo qui s'est exprimé.

Cigéo, comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ne verra pas le jour car, malgré ou à cause de la répression, la mobilisation s'amplifie et la détermination se renforce. Le vent de Bure soufflera !

**Correspondante**

vieux ce 17 septembre, jour du jugement de la cour d'appel (ou plus exactement de non-jugement). Mais bizarrement, nous pensons qu'il reste d'actualité.

La défaite ne change rien au fait que cette fermeture reste inadmissible et injustifiable. Nous ne sommes pas que tristes et inquiets des suites. Nous sommes surtout toujours en colère. Et quand on voit le faible traitement médiatique, l'absence de réaction des pouvoirs publics et des élus locaux, comme si tout cela n'était pas si grave que ça, comme si cela ne concernait pas des centaines de familles. Il nous reste de l'énergie pour, au minimum, encore dénoncer. Il n'y a aucune fatalité dans cette catastrophe sociale et humaine, et il y a par contre des gens responsables. Mais il n'est pas simple de se faire entendre aujourd'hui. Car pour tout ces gens au pouvoir et aux affaires,

l'histoire est pliée et il est temps de passer à l'après-fermeture, aux reclassements des licenciéEs et à la revitalisation du bassin d'emplois.

### Absence de volonté politique

Il faut y passer d'autant plus vite qu'il semble important de glisser sur les raisons de l'échec, de faire oublier les manquements, l'absence d'initiatives. En effet, aucune analyse, aucune réflexion. Comment est-on passé des cris et postures d'indignation des Le Maire, Macron, Juppé, Rousset contre la « trahison » de Ford, contre une fermeture jugée « illégitime » et des licenciements « boursiers » à un silence complet, à une désertion du dossier, à une véritable capitulation sans réel combat de la part de tous ces gens de pouvoir ?

La fermeture de l'usine n'est pas seulement le résultat de l'égoïsme de Ford, des logiques de course aux profits. C'est aussi à cause des pouvoirs publics incapables de se confronter à ce « capitalisme fou » ainsi qualifié par Le Maire ou Macron, d'agir avec les moyens qu'ils avaient. Car l'impuissance qu'ils revendiquent c'est une impuissance qu'ils se fabriquent, par confort, par hypocrisie. Comment peuvent-ils nous faire croire qu'il n'y a pas de moyens d'agir contre une multinationale ? Les lois même telles qu'elles existent donnent des outils pour agir, s'opposer et contraindre. Le problème n'est pas la loi mais la volonté politique.

### Des comptes à rendre

Il n'était pas compliqué de vérifier et reconnaître l'absence de motif



économique valable justifiant les licenciements, pas compliqué de réclamer l'argent public indument perçu par Ford, de menacer et attaquer Ford en justice, d'autant que nous avons fait condamner la multinationale en juillet pour

non-respect des engagements. Enfin, devant tant de mensonge de la part de Ford, il n'aurait pas été si difficile de réquisitionner le site et les machines, de prendre le contrôle d'un outil de travail qui était de fait en partie public tant Ford a encaissé de subventions.

L'État, les pouvoirs publics et même les collectivités territoriales ont des comptes à rendre à la population. Ils devraient s'expliquer de leur refus de mener le bras de fer avec Ford et sur cet accord qu'ils sont en train, finalement, de signer avec la multinationale, comprenant une clause les engageant à ne pas saisir les tribunaux contre Ford par la suite.

Nous allons donc continuer à contester, à tenter de bousculer les choses. On n'abandonne pas cette idée que tout n'est pas complètement mort.

**Philippe Poutou**

**Rencontre****Les débats continuent: rencontre UCL-NPA**

Suite au congrès d'unification entre Alternative libertaire (AL) et le Collectif des groupes anarchistes (CGA), qui a décidé de créer une nouvelle organisation, l'Union communiste libertaire (UCL), cette dernière a lancé un round de rencontres avec une série d'organisations politiques et du mouvement social, dont le NPA.

Une délégation de la direction du NPA a donc rencontré une délégation de l'UCL le 26 septembre. Les camarades nous ont d'abord présenté le processus d'unification qui a conduit à la naissance de l'UCL en juillet dernier, et les objectifs et principes de leur nouvelle organisation, qui se définit notamment dans un Manifeste (consultable sur le site unioncommunistelibertaire.org).

**Des luttes aux perspectives globales**

Nous avons ensuite, et surtout, échangé autour de la période politique et de nos interventions qui se rejoignent : ce n'est pas pour rien que nous retrouvons régulièrement dans les mobilisations, au côté des Gilets jaunes, pour la défense des droits sociaux, contre la répression policière, le racisme et le fascisme, contre les violences faites aux femmes, en soutien aux peuples opprimés...

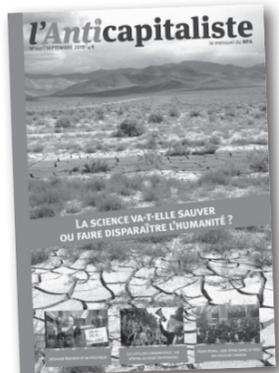
Mais au-delà des luttes que nous tentons les unEs et les autres de construire, nous partageons le besoin d'échanger nos analyses sur ce que les camarades appellent leurs axes de campagnes : la question des retraites ; contre le patriarcat, pour les droits des femmes ; contre les politiques de répression ; sur les questions écologiques, et notamment les mobilisations sur le climat ; sur l'encadrement de la jeunesse, avec le Service national universel (SNU). Concernant la proposition du NPA d'une « coordination de la gauche qui lutte », les camarades de l'UCL voulaient en savoir plus. À cette étape, ils doivent en discuter en interne, mais partagent notre analyse de l'urgence de la situation et de la nécessité de modifier le rapport de forces face à Macron et à la menace Le Pen.

Nous avons donc convenu de poursuivre ces discussions dans les semaines à venir, dans les cadres d'initiatives politiques du NPA, mais aussi bien sûr dans les mobilisations en cours (écologistes, féministes, dans les services publics dont l'Éducation nationale, la santé ou la poste...), et dans de prochaines réunions entre nos deux organisations qui ressentent le besoin d'échanges et de confrontations pour préciser nos analyses des formes inédites que prend la crise globale du capitaliste.

Cathy Billard, Joséphine Simplon et Julien Salingue

## **L'Anticapitaliste la revue**

### **Le n°107 est disponible**



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

**Conseil politique national****Une rentrée sous le signe des luttes**

La direction de notre organisation se revoyait pour la première fois depuis l'université d'été où, de l'avis général, la tonalité combative du meeting devait nous indiquer en partie la marche à suivre pour la rentrée. À l'entrée de ce CPN, l'enjeu était de discuter pour essayer de ressortir avec un plan pour l'action.

Après un mois de septembre parsemé de luttes, on assiste à une nouvelle phase de mobilisations, dont certaines ont nettement marqué la situation sociale et politique, comme celle des travailleurEs de la RATP le 13 septembre, et cela malgré la dispersion organisée par les directions syndicales. Tout cela s'inscrit dans la continuité d'une année marquée par le mouvement des Gilets jaunes, les luttes des enseignantEs, des parents d'élèves, des postiers, des quartiers populaires, la montée des mobilisations féministes, pour le climat, des urgences, contre les licenciements... C'est donc une bonne nouvelle qu'une feuille de route ait été adoptée à la majorité relative des votantEs (46%) et que son contenu, ainsi que la perspective d'un départ en grève illimitée à partir du 5 décembre, lancé par des syndicats de la RATP rejoints par des syndicats de cheminots et des routiers, aient concentré les débats, quelles que soient les nuances. La colère et la détermination d'une frange de notre camp social continuent de s'exprimer mais le risque est de nouveau de rentrer dans une nouvelle ribambelle de luttes éparpillées avec un scénario couru d'avance : des

défaites revendicatives et, en face, un pouvoir qui prend la confiance et hésite de moins en moins à déployer son arsenal répressif via la police et la justice.

**Regrouper largement pour riposter**

La motion donne donc la possibilité au parti de tenter d'avancer ensemble avec une indication d'intervention sur le terrain de la lutte des classes : « Le NPA œuvre à ce que le plus grand nombre d'acteurEs agissent ensemble autour d'objectifs concrets et, sans nier les désaccords qui existent, par la discussion et la confrontation des points de vue, contribuent à l'unité de notre camp social. L'objectif étant de tenter de regrouper et faire que des secteurs de travailleurEs en lutte (AG d'enseignantEs, inter-urgences, intergares, salariéEs de la RATP...), Gilets jaunes, collectifs locaux contre la réforme des retraites, fronts de lutte des quartiers (Comité Adama...), contre les violences policières, mouvements de la jeunesse, notamment pour le climat, des courants politiques, syndicaux (Front Social, équipes lutte de classe...) et associatifs déterminés à lutter contre Macron... se rencontrent et discutent d'une stratégie pour notre

camp social, pour la convergence, contre la politique du gouvernement, et contre le "dialogue social".

Nous nous appuyons sur la légitimité et l'audience de nos porte-paroles, mais aussi sur notre activité militante de terrain, sur nos camarades implantés, pour exercer une pression sur l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier pour qu'elles agissent. Nous défendons également la nécessité que des équipes militantes d'entreprise, des militants politiques implantés et différents fronts de lutte prennent des initiatives qui permettent de regrouper des secteurs qui refusent la politique de division des directions et qui perçoivent l'importance de se regrouper pour définir le meilleur plan de bataille dans la situation »

Bien sûr, la mise en musique reste à faire, mais c'est déjà un premier pas qui reprend une partie importante de l'intervention d'Olivier Besancenot au meeting de l'université d'été sur la nécessité d'unir les combats.

**Ne pas passer notre tour aux municipales**

De même, à quelques mois des élections municipales, pas question de passer notre tour. « C'est pourquoi le NPA présentera des listes du NPA

partout où cela est possible. » Mais l'unité des révolutionnaires restant un élément central de la situation, nous souhaiterions qu'il s'exprime dans ces élections par des listes communes avec Lutte ouvrière. Nous entamerons en tout cas des démarches en ce sens.

Enfin, la répression devenant une tendance permanente de la situation et un moyen systématique du gouvernement de tenter de faire taire la contestation, nous apporterons tout notre soutien aux camarades qui doivent passer en procès.

D'abord pour Victor, étudiant à la fac de Nanterre, dont le procès pour avoir « mordu » un flic lors de l'intervention ultra violente de cette même police durant une assemblée générale étudiante pourrait entraîner de lourdes sanctions. De même que pour Roga lui aussi en procès au même moment.

D'autre part, nous serons là lors du procès en correctionnel de notre camarade Gaël Quirante. Après 15 mois de grève reconductible à La Poste du 92, une victoire revendicative au bout, ça ne passe pas pour la direction qui tente de trouver encore les moyens d'affaiblir cette solide équipe militante et leurs collègues. Le procès aura lieu le 18 décembre à Nanterre. La mobilisation de toutes et tous est essentielle !

Enfin, pour que notre parti puisse mener sa politique, exprimer sa solidarité financière pour celles et ceux qui luttent, se présenter aux élections, nous avons besoin d'argent et lançons une nouvelle souscription.

Denise Sarraute

**Les comités en action**

**LE CAPITALISME NE SERA NI VERT NI SOCIAL ORGANISONS-NOUS POUR LE RENSERISER!**

MEETING JEUDI 03.10 19H À L'AGECA 177, rue de Charonne Paris 11<sup>e</sup>

NPA JEUNES

samedi 12 octobre

**FETE NPA**

concert, spectacle, animation

11h-23h CENON

salle Victor Hugo

**FÊTE ANTICAPITALISTE**

FIN DU MONDE FIN DU MOIS

MÊME COMBAT!

17h00 Urgence climatique, urgence sociale avec Christine Poupin - porte parole du NPA

20h Couscous

21h Flamenco avec Téo - chant et guitare

SAMEDI 12 OCT. - LIMOGES

16h30 - Espace Romanet 48 rue B. de Ventadour / quartier Portes Fermées

npa2009.org Entrée libre

**Fête Anticapitaliste**

14H-22H SAMEDI 12 OCTOBRE

Débats Meeting Restauration Musique

Avec **Olivier Besancenot**, le journaliste **David Dufresne**, l'autrice **Emma**, les sociologues **Michel et Monique Pinçon-Charlot**, l'historienne **Ludvine Bantigny**... et d'autres invitéEs et des acteurs et actrices des luttes actuelles

Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11<sup>e</sup>

**Dijon Réunion publique avec Philippe Poutou.**

Dans l'après-midi du 26 septembre, les urgentistes en lutte se rassemblaient devant l'Agence régionale de santé (ARS) de Dijon. Une centaine de salariéEs déterminés, venus de plusieurs hôpitaux et services de Lons-le-Saulnier, Tonnerre, Besançon ou de Saône-et-Loire... Après les prises de parole des collectifs et syndicats, Philippe Poutou a été invité à apporter son soutien. Son intervention sur la convergence, l'élargissement dans la santé et aux autres secteurs, a favorisé un long moment d'échanges informels

avec les personnels, d'autant qu'en dehors de quelques Gilets jaunes le NPA était seul présent en soutien. En soirée, la réunion publique du NPA a regroupé une quarantaine de participantEs, très divers. L'ambiance était très fraternelle avec des « têtes » nouvelles, pas mal de jeunes venus en groupes, celles et ceux que nous côtoyons dans les manifestations, des participantEs plutôt libertaires. Nous avons fait un court rappel de la situation locale et Philippe a proposé un bref tour d'horizon national et même international (Algérie, Hong-Kong...). Cela a permis un débat assez long avec de

nombreuses interventions et des questions de choix stratégiques et tactiques concernant le rapport à la violence, la casse, les casseurs, la stigmatisation des black blocs. Les rapports difficiles entre Gilets jaunes et syndicats, la convergence avec les luttes féministes et écologiques mais aussi l'unité de la gauche ou le pouvoir des médias ont suscité des échanges dans la salle. D'autres sujets ont été abordés, le handicap, l'immigration, le contrôle des banques... dans un large consensus anticapitaliste. Le débat a même permis d'échanger des idées pour une société future autour de ce que pourrait être l'autogestion.

Prises de contacts, rapprochements politiques... Autant de points positifs pour les prochaines mobilisations qui se dessinent, comme pour le NPA. Et la collecte, intégralement reversée à des migrantEs récemment expulsés de leur squatt a été un franc succès.



**Jazz**

La saxophoniste Sophie Alour « milite » une partie de l'année en compagnie de l'organiste américaine Rodha Scott au sein d'un groupe exclusivement féminin, qui a triomphé cette année encore à Vienne. Sur le combat des femmes au sein du monde encore très masculin du jazz, elle a déclaré à La Garde-Adhémar (Drôme) : « *Il est vrai qu'il faut forcer les choses. Mettre en avant les femmes c'est soit s'en servir, soit les défendre [...]. L'homme est rarement en situation de questionner sa légitimité. Il y a quelques années, j'étais hérissée par le fait de mettre en avant les femmes ou la femme que je suis. Car pour moi, ce qui définit ma sensibilité dépend moins de mon genre que de ma psychologie personnelle, de mon parcours et des adversités rencontrées.* »

**Aux confins du jazz et des musiques orientales**

Sa légitimité, elle l'a gagnée haut la main depuis plus de 15 ans, et les meilleurs musiciens de jazz du moment (Romano, Coq, Marsalis, Parker) ne demandent qu'à l'accompagner pour jouer une musique « coltranienne » intemporelle. En 2019, c'est la situation toujours plus nauséabonde de la France et du monde qui lui a imposé de créer l'atelier et le groupe « Exils ».

Aux confins du jazz et des musiques orientales, ce nouveau groupe « fusionnel » s'envole lorsque le saxophone de Sophie double l'oud de l'Égyptien Mohamed Abozékry pour les amener sur la *Chaussée des géants*<sup>2</sup>. Toutes les nouvelles compositions de Sophie ont été testées grandeur nature cette année aux festivals de Coutances (« Jazz sous les pommiers ») et Drômois (« Jazz au féminin »). Le nouveau CD, sous presse en ce début octobre, s'appellera *Joy* et va constituer l'évènement jazz majeur de ces dernières années. Sophie Alour y passe allègrement du saxophone ténor à la flûte, entourée ou immergée comme on voudra de l'oud magique de Mohamed Abozékry et de ses sonorités uniques. Les deux artistes sont accompagnés de quatre autres musiciens de talent : Donald Kontamanou (batterie), Philippe Aerts (contrebasse), Damien Argenti (piano), Wassim Halal (derbouka, bendir). Le premier thème, « Exil », réunit immédiatement et

## Exil(s), de Sophie Alour

En écoute sur France Musique<sup>1</sup>.



JULIEN ALOUR

naturellement, si c'est possible, piano et oud avant de passer à une formation jazz plus conventionnelle où la contrebasse donne le ton. Schéma qui s'écroule immédiatement lorsque l'oudiste s'enfièvre et se met à chanter en lançant un défi au saxophone de Sophie

Un pur bonheur que l'on peut écouter gratuitement sur France Musique, en attendant la sélection FIP et la commercialisation de l'album.

**Sylvain Chardon**

1 - <https://www.youtube.com/watch?v=eoBYEc7aJ9I>

2 - Volcanique morceau où se perd la notion même de temps.

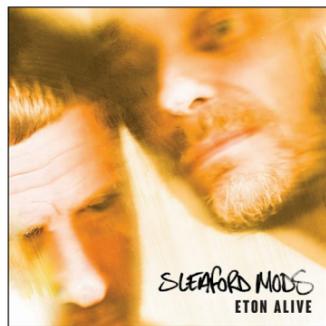
**Punk-Hop**

## Eton alive, de Sleaford Mods

En CD et vinyle.

Voici la dernière livraison d'un groupe à la discographie déjà bien chargée (au moins un disque par an depuis 2007) et un sérieux candidat pour la bande son de nos luttes de cette rentrée. Ce duo anglais pratique un rap electro fortement chargé d'électricité. Rien de superflu ici, tout est sec et direct, ça secoue et ça fait du bien ! L'appellation de post-punk est celle qui sert le plus souvent pour les décrire. Iggy Pop en raffole, peut-être suffisait-il de dire ça...

Le dépouillement de la bande son, composée par Andrew Fearn et basée sur des lignes de basse énormes à peine habillées de guitares et de synthés discrets, témoigne de la même urgence que les textes au vitriol moins chantés que littéralement crachés par son auteur Jason Williamson comme si sa vie en dépendait. Chez lui, pas d'élaboration politique à la Henry Rollins, le « punk philosophe » américain, mais une description lucide et crue de la situation sociale dans son pays, une rage qui donne



simplement envie de tout changer. « *Des trucs sur le travail, l'odeur du tabac froid – des choses normales en somme* », comme il s'excuse presque dans un entretien. Mais au-delà du simple défoulement et comme pour tempérer l'apparente agressivité du propos, les paroles à l'intérieur de la pochette sont remplacées par une liste très pragmatique et exhaustive de contacts vers des structures spécialisées dans l'aide aux personnes (logement, violences faites aux femmes, banque alimentaire,

addictions, suicide...) et aux animaux (contre la souffrance et l'expérimentation animale).

Peu importe si la répétition est la forme musicale invariablement à l'œuvre, tant l'efficacité sonore de ces productions nous désarme et ce quel que soit le tempo, du plus frénétique (*Flipside*) au plus posé (*Policy cream*). On regrettera juste que sur scène ne soient présents ni basse ni batterie pour ajouter de la vie à une performance qui s'appuie exclusivement sur la présence intense et magnétique de Williamson, Fearn se contentant de lancer les instrus en opinant et en buvant des bières. À signaler quand même l'excellente captation par Arte d'une de leurs performances, agrémentée de scènes fictionnelles de révolte... et de répression policière<sup>1</sup>. Alors, où écouter ce punk-hop festif et revendicatif aussi fort qu'il le mérite ? Réfléchissons bien... en manif pardi !

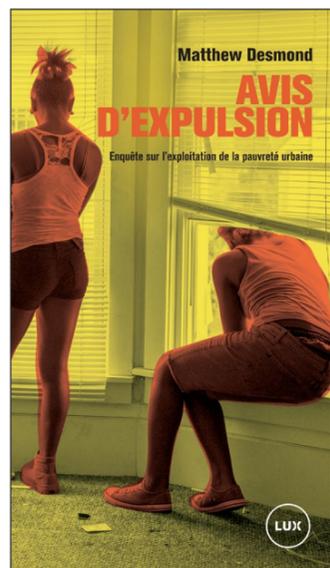
**Benjamin Crozy**

1 - <https://www.arte.tv/fr/videos/087074-001-A/sleaford-mods-en-release-party/>

**Essai**

## Avis d'expulsion, de Matthew Desmond

Éditions Lux, 540 pages, 23 euros.



En 2008, la crise des subprimes jette des millions d'étatsunienEs hors de leurs logements. Le sociologue Matthew Desmond s'installe alors dans le parc de mobile-homes de Tobin à Milwaukee, dans l'État du Wisconsin. Il y reste plusieurs mois avant de déménager dans le ghetto noir de la ville, cette fois dans une chambre d'un foyer de locataires (rooming-house) géré d'une main experte par Sherrena et Quentin, entrepreneurs immobiliers parvenus loin de leur condition d'origine.

**Répétez après moi : « C'est ma propriété ! »**

Écrit comme un roman de littérature moderne américaine, *Avis d'expulsion* ne reconstitue que des scènes dont l'auteur a pu être témoin. Il dresse à travers les portraits des locataires

et des propriétaires un tableau du problème du logement chez les plus précaires aux États-Unis, plus fidèle que n'importe quel rapport parlementaire, ou même de syndicat de locataires, dont les luttes qui existaient dans les années 1930 semblent ici totalement absentes. Issu d'un travail de recherche, le livre est largement documenté, mais les chapitres s'enchaînent comme dans un polar. Car on oublierait parfois que la tension dramatique est en réalité le fait de l'instabilité insupportable de la vie de personnes bien réelles. Depuis 1970, le nombre de gens qui ont fait de la gestion immobilière leur activité principale a quadruplé. Les institutions qui vont avec également, pour garantir le business du mal-logement.

Comment traduire autrement que par le roman les rapports de dépendance

mutuelle et d'intérêts opposés entre propriétaires et locataires, qui se règlent le plus souvent hors des tribunaux, des lois, de la police ? Toxicomanes, licenciés du jour au lendemain, mères célibataires, ados à l'abandon devenus adultes... Arleen, Scott, Lamar et les autres sont à la merci de marchands de sommeil qui, un jour, leur offrent les courses, et le lendemain les expulsent, non sans profiter de leur travail. Si l'auteur prend sur lui d'exposer la psychologie et les parcours complexes des propriétaires, c'est toujours la rentabilité de leurs parcs qui finit par primer. Perpétuellement insalubres, ces logements sont pourtant la première condition de l'espoir, et pour les locataires des taudis de Milwaukee, le refuge poreux à la brutalité de la société capitaliste.

**Val Romero**

**Cinéma**

## Les Hirondelles de Kaboul, de Zabou Breitman et Eléa Gobbé-Mévellec

Film d'animation français, 1h 21 min, sorti le 4 septembre.



Dans un Afghanistan qui entre dans sa troisième décennie de guerre, le film d'animation *les Hirondelles de Kaboul* nous emmène dans la capitale, deux ans après la prise de pouvoir par les Talibans, où l'ordre règne à coups de fouet, de potence et de lapidation.

**Combattre les barbaries, petites et grandes**

Le jeune couple formé par Mohsen et Zunaira tente de trouver un espace de liberté, mais difficile d'être libre et amoureux dans le Kaboul de 1998. Encore plus dur d'être une femme et de vivre sous le joug d'une barbarie moyenâgeuse.

Un geste inhumain de Mohsen conduit à une dispute dramatique et Zunaira est condamnée à la pendaison publique. En prison, elle fait la connaissance du gardien Atiq, perdu entre la douleur de ne pouvoir soutenir sa femme malade du cancer, l'obligation sociale de faire peu de cas des femmes, qui « ne doivent rien aux hommes », et ses sentiments pour la belle Zunaira qui refuse de porter le tchadri.

Le film de Zabou Breitman et Eléa Gobbé-Mévellec porte à l'écran le roman tragique de Yasmina Khadra avec une douceur couleur pastel : de lâchetés en renoncements, on perçoit le trouble profond des personnages face au ravage des idées réactionnaires. Comment résister ? Est-il seulement possible de réfléchir collectivement au sens du mot « liberté » ou ce combat devra-t-il être cantonné à quelques esprits philosophes égarés dans la barbarie ?

Dans ce film d'animation, malgré toutes les horreurs de la guerre et du régime des Talibans, quand le seul horizon semble être la fuite ou la mort, il reste la dignité – et c'est peut-être le beau message humain que ce film nous fait voir.

**Selma Timis**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie**  
★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# INCENDIE DE ROUEN « Les mesures sont faites par des laboratoires liés aux industriels ou ceux liés à l'administration qui les couvre »

**Entretien.** L'incendie de l'usine Lubrizol, au cœur de l'agglomération rouennaise, bien que partiellement éclipsé par l'enfumage du décès et des obsèques de Supermoteur, suscite colère et mobilisation. Nous faisons le point ce mardi 1<sup>er</sup> octobre avec **Gérald Lecorre**, membre de l'union départementale CGT de Seine-Maritime et spécialiste des questions de santé et de sécurité au travail.

**Qu'un site classé Seveso seuil haut soit victime d'un incendie, cela paraît impensable. Qu'en est-il en vérité ?**

La réalité, c'est plutôt que cela est parfaitement prévisible, comme l'ont révélé régulièrement les constats réalisés et communiqués auprès de la préfecture, de l'État, tant par les services officiels de santé et sécurité au travail, l'inspection du travail, que par les organisations syndicales.

Bien sûr, il y a le code du travail renforcé par la loi Bachelot, mise en place après l'accident d'AZF, notamment en ce qui concerne les sites Seveso. Mais, dans la réalité, des pans entiers des lois, de la réglementation, ne sont pas appliqués par les donneurs d'ordre, notamment les multinationales du pétrole, de la chimie ou du nucléaire. En particulier la question de la sous-traitance est au cœur des enjeux même si on ne sait pas si, dans le cas de cet accident, elle est en cause. Les travaux d'enfûtage, de stockage sont sous-traités depuis 15 ans, ce que se gardent bien de reconnaître les services de la préfecture. Dans ces conditions, des consignes, des protocoles ne sont pas respectés en raison des sous-effectifs et des contraintes de productivité qui éloignent le travail réel du travail prescrit. En 2014, nous dénoncions le fait que d'autres AZF pouvaient encore se produire pour ces raisons avec, en plus de la faiblesse des moyens de l'inspection du travail et des représentants du personnel, le laxisme des services de l'administration et la clémence des tribunaux face à la délinquance. Avec l'exemple du même Lubrizol qui, en 2013, déplaçait sur un opérateur la responsabilité du rejet prolongé de mercaptan, le composant qui donne son odeur au gaz de ville et avait provoqué des vertiges, maux de tête, vomissements, alors que l'accident reposait sur des choix économiques en matière de stockage du produit. Le parquet, donc l'État, ont validé l'idée que polluer, mettre en danger la vie des travailleurEs, est condamnable, mais seulement d'une amende dérisoire de 4 000 euros.

**Édouard Philippe s'est engagé sur une transparence totale. Qu'en est-il à cette heure ?**

Pour le moment nous n'avons pratiquement aucune information. Le préfet ne donne comme information que ce que les organisations syndicales ont déjà révélé, comme par exemple la présence massive d'amiante.

L'autre question concerne les résultats des mesures annoncées. Les appareils utilisés ne sont pas adaptés aux sites industriels, ne prenant en compte parfois que des doses supérieures aux valeurs présentées comme normales. En fait les teneurs en produits toxiques, cancérigènes sont entre 10 et 100 fois supérieures



DR

à celles de Fos-sur-Mer, lieu plus impacté par les sites Seveso que la région rouennaise. Les mesures sont faites par des laboratoires liés aux industriels ou ceux liés à l'administration qui les couvre. Et les résultats sont en grand décalage par rapport à ceux annoncés par des laboratoires universitaires.

**Manifestement les déclarations officielles ne rassurent pas les populations...**

Déjà, en temps normal, la région rouennaise, comme toutes les régions industrielles à dominante chimique ou pétrolière, est davantage concernée par les risques de cancer. Nous sommes là dans des circonstances largement aggravantes. Et ce sont ces dangers que la préfecture, l'État, cherchent à minimiser, à cacher. Ceci commence avec l'ignorance ou la non information publique des produits en cause, et surtout l'absence d'études toxicologiques sur l'évolution de produits composés pour certains de 258 molécules lorsqu'ils brûlent.

**Accidents prévisibles... Et donc que faire pour que cela ne se reproduise plus ?**

Tout d'abord il faut rendre, renforcer les moyens de contrôle et de prévention aux organismes dont c'est la mission. Mais en garantissant leur indépendance ! Ceci vaut pour l'inspection du travail, les services de santé et sécurité au travail. Et avant tout rétablir et augmenter les moyens des CHSCT, avec notamment un droit de veto, des CHSCT qui ont été réellement assassinés dans le cadre des modifications du code du travail en matière de représentation des salariéEs. Et retirer aux préfets leur prérogative en la matière au profit d'organismes indépendants. Mais plus globalement, il n'est plus possible de laisser les capitalistes des industries pétrolières, chimiques, du médicament, aux manettes, quand il est mis en évidence, une fois de plus, qu'ils ne visent que la recherche de profits, souvent à court terme, sans se soucier de la sécurité des travailleurEs, des usagerEs, des populations. Le procès du

Mediator, ceux concernant l'amiante, la gestion des informations et des mesures autour de l'incendie de Notre-Dame-de-Paris... confortent les employeurs ou l'administration dans leurs certitudes que les permis de tuer ou de polluer sont protégés par l'État, par la justice.

Il n'est que trop évident que le traitement des employeurs-pollueurs n'a rien à voir avec ce que peuvent encourir et ce à quoi sont condamnés les Gilets jaunes, les syndicalistes, celles et ceux qui apportent leur soutien aux sans-papiers.

**Face aux inquiétudes, aux interrogations, aux dénis, aux mensonges... quelles ripostes ?**

C'est aussi une colère qui monte. En quelques heures, avec un simple événement Facebook, nous sommes retrouvés entre 400 et 500 manifestantEs dès lundi devant la salle du conseil de la métropole où s'exprimait le préfet, à l'abri de nos questions. Ce mardi nous avons une manifestation unitaire à Rouen, devant le Palais de justice, jusqu'à la préfecture. Nous exigeons une rencontre avec le préfet pour des réponses précises à nos questions. Une rencontre filmée et retransmise dans son intégralité pour répondre de façon précise à nos questions précises et aux exigences démocratiques d'aujourd'hui. La mobilisation va se poursuivre, se structurer avec toutes celles et tous ceux qui ont répondu à l'appel de la CGT, des syndicats, des associations, des partis politiques. Il ne s'agit pas d'une fin mais d'un début pour mettre en cause l'organisation capitaliste de la production qui s'attaque avec nos vies, à la planète.

**Propos recueillis par Robert Pelletier**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### EN PRISON POUR « AVORTEMENT ILLÉGAL ».

Jugée pour « avortement illégal » et « relations sexuelles hors mariage », la journaliste marocaine Hajar Raissouni, 28 ans, a été condamnée, lundi 30 septembre, à un an de prison ferme par le tribunal de Rabat.

Arrêtés et jugés en même temps qu'elle, son gynécologue a écopé de deux ans de prison ferme, son fiancé d'un an ferme, un anesthésiste d'un an de prison avec sursis et une secrétaire de huit mois avec sursis.

Les proches de la journaliste ont confié qu'elle allait faire appel, tout comme M<sup>e</sup> Meriem Moulay Rachid, l'avocate du gynécologue. « Ce procès n'avait pas lieu d'être, les accusations étaient infondées : il n'y a ni débauche [relations sexuelles hors mariage] ni avortement », a regretté l'avocat de la journaliste, M<sup>e</sup> Abdelmoula El Marouri, à l'issue du verdict. Interpellée fin août à l'entrée d'un cabinet médical de Rabat, la reporter avait été soumise à « un examen médical sans son accord », selon elle. Ses avocats avaient assimilé cet examen à de « la torture », pointant des « manquements de la police judiciaire » et des « preuves fabriquées », et plaidé pour sa libération. Si le parquet de Rabat assure que l'arrestation de la journaliste n'avait « rien à voir » avec sa profession, il ne fait pas de doute, ni pour ses avocats ni pour son entourage, qu'elle était bien ciblée. [...]

Elle risquait jusqu'à deux ans de prison en vertu du code pénal marocain, qui sanctionne les relations sexuelles hors mariage et l'avortement quand la vie de la mère n'est pas en danger. Lors d'une précédente audience, Mme Raissouni avait nié tout avortement, assurant avoir été traitée pour une hémorragie interne, ce que son gynécologue a confirmé au tribunal. [...] En 2018, la justice marocaine a poursuivi 14 503 personnes pour débauche, 3 048 pour adultère, 170 pour homosexualité et 73 pour avortement, selon les chiffres officiels. Entre 600 et 800 avortements clandestins sont pratiqués chaque jour au Maroc, selon des estimations.

Le Monde avec AFP, « Au Maroc, la journaliste Hajar Raissouni condamnée à un an de prison ferme pour "avortement illégal" », 1<sup>er</sup> octobre 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)